



bimensuel
n° 40 • 14/12/78
5Ff. • 35Fb. • 3Fs.

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



RFA :
les sidérurgistes
pour les 35 heures

Les travailleurs
de Ford
contre Callaghan



RDA : l'écho du Congrès Bahro



Le mouvement des femmes en Inde

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**Abonnement
UN an
25 numéros**



TARIFS

100FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada :
30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la
rédaction
Versement : libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envoyer à
« Inprecor ».



Découper ce bulletin
et le retourner à « Inprecor »
accompagné d'un chèque bancaire
libellé au nom de Pascal Henri
Boîte postale 57,
93101 - Montreuil Cédex - France

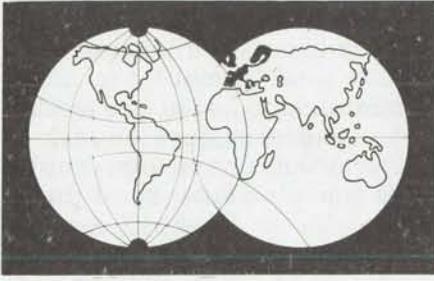
NOM
PRENOM
ADRESSE
.....
.....
.....
PAYS

Sommaire

Page 3	GRANDE-BRETAGNE La dernière année du gouvernement Callaghan Rich Palser
Page 7	RFA Les sidérurgistes pour les 35 heures A.D.
Page 9	PEROU Création du PRT
Page 11	IRAN Pour une république ouvrière et paysanne Javad Sadeeg et Azar Tabari
Page 15	Index des articles parus dans « Inprecor » en 1978 des numéros 20 à 39
Page 19	TCHÉCOSLOVAQUIE Lettre au ministère de l'Intérieur Petr Uhl
Page 21	RDA Inprecor - Après le Congrès Bahro
Page 24	DOCUMENT Rudolf Bahro : « Je poursuivrai mon chemin »
Page 26	FEMMES Le mouvement des femmes en Inde Vithuti Patel et Jayatai Singh
Page 30	DOCUMENT Le troisième tome des œuvres de Trotsky est paru

« Inprecor », Boîte postale 57, 93101, Montreuil/Cedex - France
Directeur de publication : Jean-François Godchau
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire :
No 59 117

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment
les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.



Grande-Bretagne

La dernière année du gouvernement Callaghan

La grève de Ford montre ce que des travailleurs combatifs peuvent arracher à la bourgeoisie, et cela, malgré le sabotage des dirigeants réformistes des syndicats et du Parti travailliste. Pour autant, nous n'assistons pas à un retour de la période 1972-1974 durant laquelle une vague montante de luttes ouvrières chassa le gouvernement Tory.

Rich PALSER

Depuis que cet article a été rédigé (19 novembre), la grève de Ford s'est conclue par une victoire partielle des travailleurs. Pour une analyse détaillée de cette grève, nos lecteurs anglophones devront se reporter à *Socialist Challenge*, journal de nos camarades britanniques.

Le gouvernement travailliste joue littéralement la montre. Callaghan a clairement montré son programme dans le discours de la Reine qui a ouvert la nouvelle session du Parlement. Quelques sièges parlementaires pour les unionistes de l'Ulster ont assuré leur abstention sur le discours de la Reine, et cela, ainsi que des promesses sur les référendums gallois et écossais au sujet de la décentralisation administrative, a permis au gouvernement travailliste désormais en minorité de rester en place.

«Du travail pour toute une session, mais rien de risqué» : c'est ainsi qu'un des principaux hebdomadaires capitalistes *The Economist* a décrit le programme de législation évoqué dans le discours. Même les thèmes les plus radicaux, dont le but est de maintenir en partie le soutien à Callaghan dans le mouvement ouvrier - ce soutien étant en baisse rapide - ne servent qu'à promouvoir une plus grande collaboration de classe. Un exemple en est la proposition d'étendre la parti-

cipation des travailleurs à la gestion de l'industrie de concert avec les patrons.

Il y a au moins un problème sur lequel Callaghan non seulement a joué la vie du gouvernement travailliste, mais également l'ensemble de sa stratégie électorale sur laquelle il fonde sa reconduction au pouvoir. Ce problème, c'est sa politique des salaires. Car, en dépit de l'opposition du TUC - Trade Union Congress - ces dernières années, Callaghan a répété fort clairement qu'il maintiendrait sa clause des 5% d'augmentation de salaire par an maximum (1). Le Chancelier Healey a menacé les syndicats : tout manquement à la clause des 5% impliquera l'emploi de mesures « fiscales » et « monétaires ». En langage clair, cela veut dire des coupes sombres dans les crédits affectés aux services sociaux et un chômage accru. Tant que le gouvernement travailliste s'en tient à sa politique des revenus, il y a peu de chances de le voir renversé par le Parlement, ne serait-ce que parce que la classe dominante n'a guère d'alternative plausible à lui opposer. Le

Parti conservateur a publiquement explosé sur cette question, Madame Thatcher étant en faveur de solutions « monétaristes », tandis que l'ancien premier ministre Edouard Heath - dont justement la politique des revenus avait volé en éclats sous les coups des mineurs en 1974 - reste plutôt partisan de récidiver. Il n'y a qu'en cas d'échec flagrant de sa politique que Callaghan peut être désavoué au Parlement - cependant que l'essentiel demeure ce qui se passe hors du Parlement. C'est ainsi que toute lutte ouvrière de quelque ampleur en défense du niveau de vie revêt une importance politique majeure à l'heure actuelle. Cela est vrai non seulement des plus importantes luttes sur les hausses de salaires comme les grèves des usines Ford ou encore celles des boulangers, mais encore des luttes partielles comme les revendications des ouvriers qualifiés de Leyland pour la parité des salaires, car elles constituent un test de la capacité de la bureaucratie syndicale à canaliser la base.

ERRATA

Deux erreurs techniques ont été faites dans le numéro 39 d'Inprecor :
1) Il faut lire la page 18 à la place de la page 15 et la page 15 à la place de la page 18.
2) Page 9, dans la déclaration du Secrétariat unifié sur l'Iran, il faut lire les paragraphes 1, 2 et 3 à la place des paragraphes 4, 5 et 6, et les paragraphes 4, 5 et 6 à la place des paragraphes 1, 2 et 3.

LA BUREAUCRATIE SYNDICALE CONTESTEE

Les difficultés rencontrées par la bureaucratie étaient déjà claires dès l'été dernier. La combativité continue de la base syndicale s'est exprimée au cours d'une série de conflits locaux et sectoriels et le maillon très important que représente le système des délégués d'atelier demeure intact dans l'entreprise, malgré la capacité dont la bureaucratie a fait preuve de gagner certains délégués d'atelier à ses projets de collaboration de classe. Cela est tout à fait évident à British Leyland où justement des délégués repré-

sentatifs sont rentrés dans le jeu de la participation proposée par les bureaucrates, mais où, cependant, il a été impossible de pénaliser, de réprimer ceux des militants et des délégués qui continuent à résister.

L'exemple le plus significatif a vu la bureaucratie du principal syndicat de la mécanique (AUEW) forcée de s'incliner devant les ouvriers de l'outillage en grève à SU Carburettor. Là, les ouvriers de l'outillage sont passés à l'action pour l'égalité des salaires avec les autres usines, et le syndicat les a menacés d'expulsion s'ils ne reprenaient pas le travail. Les ou-

vriers refusèrent et la révolusion de la base face à un passage de lutte aussi flagrant fut tel que la bureaucratie ne put que reculer. Le syndicat en question avait vu récemment une victoire décisive de son aile droite, ayant pris le contrôle de l'exécutif lors des dernières élections. Et malgré ces succès des partisans de Callaghan, le rapport de forces au sein des syndicats n'avait pu être totalement renversé au détriment de la base.

Parfaitement au courant de cette situation et de l'hostilité croissante des ouvriers à l'égard de la politique des revenus, le TUC ne put se permettre de

Pour le 40^e anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale

Au 40^e anniversaire du Congrès de fondation de la IV^e Internationale de 1938, que connaît-on de l'histoire de ce mouvement ? Une contribution essentielle à une vision plus claire de cette histoire est apportée par ce livre qui met à la disposition de tous les documents adoptés par les conférences de l'Opposition de gauche internationale, puis de la IV^e Internationale.

Dans ce volume, le premier d'une collection qui englobera tous les congrès mondiaux de la IV^e Internationale, se trouvent rassemblés tous les textes et compte-rendus des conférences qui se sont tenues de 1930 à 1940, du vivant de Trotsky. Ces écrits sont, en général, devenus introuvables, sauf pour des chercheurs, quand ils ne sont pas inédits en français.

La première rencontre internationale, assez modeste, eut lieu en avril 1930. Elle a donné naissance à un premier Secrétariat international. C'est quelques jours après l'arrivée de Hitler au pouvoir, que se tient, en février 1933, la première véritable conférence in-

ternationale qui votera la plate-forme de l'Opposition internationale : les « onze points », et lancera un appel au prolétariat allemand l'invitant à résister à Hitler, à engager le combat dans l'unité d'action.

en souscription

1^{re} NAISSANCE DE LA 4^e
INTERNATIONALE 1930-1940

les
congrès
de la
quatrième
internationale
éditions la brèche

Un volume, format 13,5 x 21 cm, de 420 pages, avec une introduction pour chaque conférence ou congrès, des notices historiques et les biographies de personnalités et militants cités.

35 F au lieu de 58 F
éditions la brèche

La faillite du PC allemand qui est, évidemment, celle de l'IC, conduit l'Opposition à mettre fin, en août 1933, à son cours de réforme du mouvement communiste et à œuvrer désormais à la création de nouveaux partis révolutionnaires et d'une nouvelle Inter-

nationale. Après un essai infructueux de regroupement de diverses forces, ce sera, fin 1934, l'expérience d'un travail de masse au travers de l'entrée dans les partis socialistes. Expérience de courte durée, abrégée par les exclusion bureaucratiques, le potentiel militant accru et la remontée ouvrière semblent propices au développement d'un parti indépendant.

Les grandes conférences de 1936 et 1938 produisent d'importantes analyses des problèmes mondiaux et des documents programmatiques fondamentaux. Enfin, une conférence extraordinaire est convoquée d'urgence à New York, en mai 1940, dans la tourmente de la Seconde guerre mondiale, rendue nécessaire par la grave crise qui vient d'affecter la section américaine. Les textes de cette assemblée sont inédits en français.

Ce livre reproduit intégralement les textes de références qui définissent les orientations du mouvement trotskyste d'avant la guerre. Il sortira aux éditions *La Brèche* dans les derniers jours de décembre 1978.

cautionner ouvertement le quatrième round de la politique des revenus. Et cela, tout particulièrement parce que Callaghan n'a laissé aucune marge de manœuvre aux bureaucrates : il avait annoncé la clause des 5% maximum sans les consulter et en ne faisant aucune concession que la bureaucratie aurait pu marchander avec la base. A peine le TUC avait-il rejeté la clause des 5% qu'il partait en campagne pour convaincre le gouvernement de se montrer plus flexible. Moss Evans, le dirigeant du Syndicat général des transports (2 millions de syndiqués), déclara que Callaghan devait faire confiance à « la responsabilité » des syndicats pour négocier des revendications compatibles avec les profits des entreprises. Alan Fisher, dirigeant des travailleurs-mal payés - du secteur public, avertit Callaghan qu'il pourrait devoir affronter un « hiver de mécontentement ». Tous ces bureaucrates disent à Callaghan : « Pour que nous collaborions avec vous, vous devez collaborer avec nous ».

LA GREVE FORD

Puis ce fut la grève Ford. Les ouvriers de Ford avaient demandé une augmentation de 20%, une réduction de la semaine de travail de 5 heures, et 80% du salaire pour les travailleurs mis à pied. En réponse à une offre de 5%, plus une prime de productivité (permise par le gouvernement sur une base d'« autofinancement »), la base entra en action. La direction du syndicat donna un sceau officiel à la grève afin d'en conserver le contrôle autant qu'il était possible. Avant longtemps, Ford devait accepter de négocier au-dessus de la barre des 5% maximum. Il ne faut pas sous-estimer la grève de Ford. En premier lieu, elle eut surtout le mérite de rendre impossible toute nouvelle tentative de la bureaucratie de cautionner la clause des 5%. Les votes émis par les syndicats à la conférence du Parti travailliste ne concernaient pas seulement la politique des revenus, mais impliquaient également que les

membres de l'exécutif du *Labour* devaient faire campagne contre la clause des 5%.

Les travailleurs de Ford ont obtenu une augmentation de 12 % malgré la barre gouvernementale de 10%. 17 millions de travailleurs du secteur privé ont acquis jusqu'à 16% d'augmentation en moyenne. Mais les 10% gagnés par les 7 millions de salariés du secteur public ont fait que la hausse moyenne des salaires aura été finalement de 14,2%. Ces données-là, ajoutées à la revendication avancée par plus de un million de travailleurs manuels du secteur public, d'un salaire minimal de 60 livres par semaine et de la semaine de 35 heures, vont imposer à Callaghan de réaffirmer sérieusement son autorité.

Labour, et qui au lieu de briser les grèves, en sont à approuver les revendications ouvrières et les luttes afin d'en garder le contrôle, pour autant nous n'assistons pas à un retour de la période 1972-1974 durant laquelle une vague montante de luttes ouvrières chassa le gouvernement Tory.

Callaghan a lancé aux syndicats un défi politique : « donnez-moi une autre façon de maîtriser l'inflation. Face à moi, quelle alternative autre que les Tories avez-vous ? » Aucune réponse à ce défi n'est venue de la part des directions syndicales, sinon des déclarations selon lesquelles, en dépit de la ligne du TUC, hostile à la ligne des 5%, leur préoccupation la plus im-



Mais nous ne devons pas non plus surestimer la grève de Ford. Car l'offensive politique de Callaghan, avec laquelle les bureaucrates syndicaux prétendent transiger, demeure le plus gros obstacle à une offensive généralisée de la classe ouvrière dans le but de défendre le niveau de vie. Tandis que le changement visible depuis trois ans, est constitué par l'attitude des directions syndicales qui ne peuvent plus cautionner ouvertement la politique salariale du

portante, et de loin, était de voir une nouvelle victoire électorale du *Labour Party*. Même au beau milieu de la grève des Ford, elles reprisent les discussions avec le gouvernement pour tenter de « surmonter notre présente impasse » et Len Murray annonça qu'en dépit de la décision de la Conférence du Parti travailliste selon laquelle l'exécutif du *Labour* devait faire campagne contre les 5% maximum, lui-même et le Conseil général du TUC étaient manda-

tés par la résolution du TUC qui ne mentionnait rien de tel.

Les éléments «gauche» de la bureaucratie se sont comportés de façon à peu près semblable. Pas un mot pour s'opposer aux discours favorables à un cours collaborationniste, pas un geste pour élargir la brèche ouverte par les travailleurs de Ford. Or, c'est sur l'ensemble de ces attitudes pratiquées par les directions syndicales - compréhension de la nécessité de lutter prioritairement contre l'inflation; acceptation de négocier pendant et contre les luttes; comportement «responsable» en général; acceptation de licenciements ça et là; désolidarisation d'avec ceux qui combattent les 5%; non alignement des revendications du secteur public sur celles du privé - que repose la possibilité du gouvernement Callaghan de survivre, même si, à court terme, on verra probablement le Premier ministre obligé de payer plus de 5%.

VERS UNE ALTERNATIVE SOCIALISTE

Il y a, bien sûr, une alternative socialiste à la politique de Callaghan. Lorsque les travailleurs de Leyland se voient répondre que leurs revendications ne peuvent être satisfaites sous peine de réduction d'emplois, ils ont en main la meilleure raison d'en finir avec l'anarchie capitaliste. Pour assurer l'emploi, les salaires et une production planifiée, il faut nationaliser l'industrie automobile sous contrôle ouvrier.

La seule voie pour les travailleurs du secteur public, c'est d'aligner leurs revendications sur celles du privé en entrant en lutte aux côtés des ouvriers de Ford pour obtenir l'échelle mobile des salaires comme arme anti-inflation.

Il s'agit désormais de rompre les négociations et de préparer un combat unifié de tous les travailleurs. Lorsque Callaghan menace les ouvriers de l'alternative : sa politique ou l'arrivée au gouvernement de

Madame Thatcher, cela ne constitue nullement une raison valable pour poursuivre des discussions, c'est un argument pour balayer Callaghan, Murray, et autres partisans des 5% de la direction du *Labour* et pour les remplacer par ceux qui se battent pour les intérêts des travailleurs.

L'obstacle principal à une offensive ouvrière généralisée n'est pas organisationnel; c'est l'absence d'une alternative politique crédible, comme on l'a vu encore une fois à British Leyland où, malgré une direction de délégués d'atelier, réussissant à organiser une grève quasi totale, la direction et les campagnes de presse, agitant la menace de licenciements, aboutirent à emporter un vote massif en faveur de la reprise du travail.

C'est pour ces raisons que la tâche essentielle des militants socialistes dans les syndicats, c'est de reconstruire la gauche. La capitulation de la bureaucratie de gauche devant le gouvernement travailliste a paralysé la direction gauche traditionnelle au sein des syndicats, animée par le Parti communiste. Ligoté par son alliance stratégique avec la bureaucratie de gauche, le PC a été incapable de prendre quelque initiative active que ce soit durant les trois dernières années. Il s'est contenté d'animer le «Comité de liaison pour la défense des syndicats». Mais de façon plus générale, on assiste à un échec marqué des regroupements de «gauche large» au sein des syndicats, comme en témoigne la victoire de l'aile droite lors des élections de l'AUEW.

Pour un nombre croissant de travailleurs combattifs, soucieux de développer la lutte de masse et confrontés à des problèmes politiques, la nécessité de solutions politiques devient impérieuse. L'expression de cela a été le développement de «plans ouvriers» pour combattre les licenciements et les fermetures. Le plus connu est le plan de l'usine Lucas *aerospace* pour maintenir les emplois

et la production en définissant une production différente de biens socialement utiles tels que des appareils à dialyse rénale. Ces plans, avancés avec la revendication de nationaliser la firme en question sous contrôle ouvrier et soutenus par des manifestations de masse, des grèves et des occupations, représentent un pas en avant réel vers une alternative politique.

C'est pour cette raison que l'hebdomadaire *Socialist Challenge* organise une conférence pour les militants syndicaux avec un orateur de Lucas sur «contrôle ouvrier et plans ouvriers» et organise ses sympathisants au sein des syndicats pour combattre à l'intérieur de la «gauche large» et des regroupements de base, pour une aile gauche unifiée et démocratique, politiquement indépendante de la bureaucratie, luttant pour une alternative politique à Callaghan.

Il est extrêmement difficile de prévoir l'issue des batailles sur les 5%. La tâche de l'heure demeure l'exigence de rompre les discussions et la mise sur pied d'actions de solidarité avec les boulangers et les travailleurs de Ford. Si Callaghan gagne les prochaines élections, comme les sondages d'opinion actuels le laissent présager, ce sera grâce aux divisions des Tories, pas du fait de l'enthousiasme suscité chez les ouvriers par le Premier ministre. S'il perd, ce sera du fait de la démoralisation engendrée dans l'électorat ouvrier par sa politique pro-capitaliste. Si un gouvernement Tory sort des urnes, ce sera la faute de Callaghan et de ses alliés au sein du mouvement ouvrier. Dans cette éventualité, il serait évidemment préférable que le mouvement ouvrier se prépare à la confrontation inévitable avec l'ennemi de classe, rendu confiant par des succès remportés dans la lutte contre la clause des 5%.

.....

NOTE

1) Voir Inprecor no 36 (19 octobre) : «Callaghan et Ford contre la classe ouvrière».

RFA

Les sidérurgistes pour les 35 heures

A.D.

Le 28 novembre 1978, à six heures du matin, 155 000 travailleurs de la sidérurgie allemande sont prêts à engager un dur et difficile combat contre les grands barons de l'acier, les Krupp, les Thyssen et Mannesmann... Une revendication est au centre de la lutte : l'introduction progressive des 35 heures.

La direction du plus important syndicat allemand, l'IG Metall, choisit de ne faire entrer effectivement en grève que 37 000 travailleurs de 8 entreprises clés de la branche, à Duisbourg, Dortmund, Düsseldorf, Dillenburg et Brakwede. Ce mouvement ne touche pas seulement la sidérurgie, mais aussi les secteurs industriels les plus directement et immédiatement dépendants de la livraison d'acier, telle l'automobile. Dans la détermination des entreprises qui seraient frappées en priorité par la grève, la direction de l'IG Metall a pris en considération l'incidence d'un arrêt de la production d'acier sur d'autres branches.

Le patronat de combat de la sidérurgie répliqua en décrétant le lock-out de plus de 30 000 travailleurs; puis il utilisa le même procédé envers les grévistes. Ainsi, plus de 70 000 travailleurs sont engagés dans la bataille au début du mois

de décembre, après l'échec d'une première tentative de négociation le 4 décembre.

UN REGAIN DE MOBILISATION

En 1969, 1971 et 1973, la «paix du travail» avait été quelque peu troublée par un mouvement de grèves spontanées. Aujourd'hui, pour la première fois depuis 50 ans, la grève est déclenchée par la direction du syndicat. Elle se développe au sein du bastion de l'IG Metall, dans le Nordrhein-Westphalen. Ce sont les travailleurs et le syndicat de la branche où le système de codécision (*Mitbestimmung*) paritaire est le plus développé, qui organisent une lutte contre les licenciements et le chômage.

La grève des sidérurgistes s'ajoute, cette année, à celle des dockers, des travailleurs de l'imprimerie, des métallurgistes du Bade-Württemberg et des travailleurs du bâtiment à Berlin. Elle confirme, après le recul des années 1974 à 1976, le regain d'activité de la classe ouvrière la plus puissante d'Europe capitaliste.

L'objectif de la mobilisation, l'introduction progressive de la semaine de 35 heures, prend valeur d'exemple pour

l'ensemble des travailleurs allemands face au front uni opposé par le patronat à toute réduction substantielle de la semaine de travail. Mieux, cette revendication traduit le refus des ouvriers, qui ont attendu vainement la réalisation des promesses faites par la social-démocratie sur la relance et le plein emploi, d'accepter le chômage comme une fatalité économique. Ceci reflète les rapports de forces sociaux fondamentaux entre Capital et Travail dans la période présente. Plus généralement, cette grève est la première de cette ampleur en Europe pour les 35 heures.

LES 35 HEURES CONTRE LA CRISE

Pour juger plus précisément de la signification de ce mouvement, il faut tenir compte du type de crise qui frappe la sidérurgie. Dans cette branche, le chômage n'est pas provoqué par les seules fluctuations d'une production liée aux aléas de la conjoncture économique. Une crise structurelle y sévit. Depuis 1961, le nombre de postes de travail supprimés s'élève à 120 000. Cependant, la production par heure et par travailleur a doublé ! Ainsi ressort fort bien le but visé par le patronat : réduire les coûts du travail pour maintenir ou hausser les profits. La récession de 1974-1975 et ses suites sont mises à profit par les patrons pour porter des coups plus durs contre les travailleurs et pour accélérer la restructuration du capital. En avançant le mot d'ordre des 35 heures dans une telle branche, c'est objectivement toute la stratégie patronale d'utilisation de la crise capitaliste et la politique d'austérité qui sont mises en question.

Or, malgré le manque de préparation de la mobilisation, malgré le fait que la direction syndicale n'a pas organisé de discussion dans les rangs ouvriers sur le sens de la revendication et les moyens de la concrétiser, le niveau de mobilisation dans les principales entreprises est élevé. Le degré de combativité

s'est révélé lors de la consultation organisée par les syndicats avant de lancer le mouvement. Environ 95 % des ouvriers ont pris part au vote. Sur les 148111 votants, 135342 se sont prononcés pour la grève, soit 86,96 %. Le résultat indique que face aux menaces de lock-out du patronat et face à son refus proclamé de céder sur les revendications, la volonté des sidérurgistes de construire un front de lutte large et ferme s'est renforcée. Ceci d'autant plus que le patronat prévoyait une nouvelle vague massive de licenciements : Thyssen par exemple en planifiait 6000.

UN ETAT D'ESPRIT COMBATIF

La participation active à la grève est aussi un autre signe de l'état d'esprit des sidérurgistes qui sont prêts à se battre durement dans cette première grève depuis un demi-siècle. Ainsi, à Düsseldorf, les piquets de grève devant Mannesmann regroupent de 200 à 800 travailleurs selon les portes.

Dans les grandes entreprises où sont présents un certain nombre de militants combattifs disposant d'une certaine expérience, des assemblées sont organisées pour discuter de la lutte. Une information commence à être faite par les grévistes en direction des autres usines. La solidarité avec les sidérurgistes se manifeste sous diverses formes à la base de nombreux syndicats, même si les directions n'ont pas encore appelé à la solidarité.

L'autorité de la direction de l'IG Metall n'est pas contestée parmi les grévistes. Ceci n'est pas surprenant si l'on considère le manque d'expérience de lutte de très vastes couches de travailleurs, l'accord fondamental qu'ils ont avec l'objectif général des 35 heures avancé par les directions et l'insolente riposte du patronat. Néanmoins, une discussion a commencé dans quelques couches d'avant-garde sur les moyens de riposter au lock-



Manifestation de sidérurgistes à Duisbourg

out. La proposition d'un élargissement de la grève a été faite, mais la direction s'y oppose et propose l'organisation de manifestations de travailleurs durant les heures de travail.

Le conflit avec les patrons est très dur, car il est clair qu'une victoire des sidérurgistes provoquerait un mouvement cumulatif en faveur des 35 heures dans les principales branches industrielles. Avec le lock-out, les barons de l'acier cherchent à épuiser les ressources financières des syndicats. En effet, ces derniers versent d'importantes indemnités aux travailleurs en grève. En utilisant le lock-out, en haussant ainsi les charges financières pesant sur les syndicats, les patrons cherchent à affaiblir les positions syndicales et à obtenir un compromis. Il se ferait autour de la proposition suivante : introduction de la retraite à 55 ans en lieu et place des 35 heures hebdomadaires sans diminution de salaire.

Le patronat comme le ministre de l'économie affirment que l'introduction des 35 heures ne crée pas de postes de travail. Ici se trouvent posées les questions concrètes des rythmes d'introduction des 35 heures et des moyens que doivent se donner les travailleurs pour contrôler l'embauche, pour s'opposer au système du travail posté et pour refuser une croissance rapide de la productivité

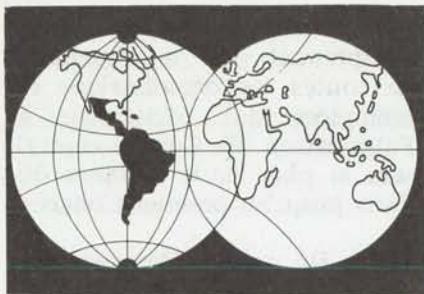
en échange des 35 heures. Tout cela n'est pas encore discuté parmi les sidérurgistes, mais les éléments commencent à exister pour lancer un débat sur ces problèmes.

LE SILENCE DE SCHMIDT

Schmidt se tait. Il ne peut attaquer une grève dirigée et organisée par la direction du syndicat le plus fort du DGB (Confédération des syndicats allemands). Il laisse au ministre libéral de l'Economie, le comte Lambsdorff, le soin d'attaquer les grévistes en laissant entendre qu'ils pourraient provoquer l'échec de la relance économique. Le partage des tâches entre les sociaux-démocrates et les libéraux ressort bien à l'occasion de ce conflit. La fraction parlementaire du SPD a déclaré sa solidarité avec les sidérurgistes. Le SPD ne peut prendre le risque de subir un nouveau recul dans la région de la Ruhr à l'occasion des prochaines élections.

La grève des travailleurs de la sidérurgie allemande non seulement révèle la nature des conflits qui vont marquer dans l'avenir les rapports entre Capital et Travail en RFA, mais représente, paradoxalement, une lutte d'avant-garde pour une revendication qui est centrale dans toute l'Europe capitaliste pour la riposte ouvrière contre le chômage.

Le 6 décembre 1978



Pérou

Création du PRT

COMBATE SOCIALISTA

La résolution que nous publions ci-dessous a été adoptée lors de la conférence de fondation, à Lima le 8 octobre, du Parti révolutionnaire des travailleurs. Le PRT péruvien est le produit de l'unification de cinq groupes trotskystes, se revendiquant de la IVe Internationale (1).

Cette résolution a été publiée dans le premier numéro, daté du 23 octobre, de *Combate Socialista*, le nouvel organe central du PRT. *Combate Socialista* remplace *Revolucion*, qui était publié précédemment en commun par les cinq groupes.

Ce regroupement, s'il ne signifie pas encore l'unification de l'ensemble des forces se réclamant du trotskysme et de la IVe Internationale au Pérou, n'en est pas moins un événement significatif, dans le contexte péruvien actuel.

Après la défaite de la grève des mineurs, début septembre, et malgré la multiplication des mobilisations de certains secteurs (lycéens, ouvriers agricoles saisonniers de la région de Canete, population de Pucallpa, etc.), les élections générales prévues pour fin 1979 - début 1980, lorsque la Constituante aura terminé ses travaux dans le cadre et les délais fixés par le gouvernement militaire, apparaissent chaque fois plus comme la principale échéance à venir au Pérou.

La consolidation, à partir de la création du PRT, d'un pôle politique et organisationnel, capable de participer activement aux luttes des masses et de présenter une alternative marxiste révolutionnaire cohérente et crédible sera, dans la période qui s'ouvre, un facteur d'importance dans les développements de la situation péruvienne.

● Les organisations et tendances participant à la première conférence de la commission d'organisation pour une organisation unifiée considèrent que :

1. Notre pays traverse une profonde crise politique et sociale. De larges secteurs des masses travailleuses se sont en-

gagés dans des luttes révolutionnaires, comme l'ont montré trois grèves générales nationales. Les résultats électoraux n'ont que partiellement reflété cet état de choses. Cet affrontement a mis en évidence le besoin urgent de donner aux masses un parti révolutionnaire capable d'organiser et de conduire à une révolution socialiste.

2. Conscients de leur responsabilité dans cette situation, les organisations adhérant à la Quatrième Internationale se sont rassemblées dans un effort d'unification pour former un parti unique.

3. Plus de deux ans de discussions au sein de la Commission trotskiste de coordination et plus tard au sein de la Commission d'unification, ont démontré l'existence d'accords fondamentaux. L'unification était donc non seulement possible mais urgente. La Commission d'organisation du Parti unifié fut donc formée le 24 août et prit la résolution de mener à bien l'unification.

4. Les mêmes accords qui ont conduit à la formation de la Commission d'organisation servent de principe de base à l'unification.

Ils peuvent être résumés comme suit :

* Adhésion commune au programme, principes, statuts et traditions révolutionnaires de la Quatrième Internationale.

* Volonté commune de construire un parti léniniste de combat, basé sur les principes du centralisme démocratique, assurant une très grande liberté dans les discussions internes et l'unité dans l'action.

* Ferme conviction quant au caractère socialiste de notre révolution, qui ne peut triom-

pher que par la conquête du pouvoir par les travailleurs. Un gouvernement ouvrier et paysan est le seul gouvernement capable de répondre aux aspirations démocratiques, anti-impérialistes et anti-capitalistes de notre peuple.

* Adhésion commune au FOCEP (2). Nous nous battons pour en faire un pôle pour le regroupement des socialistes et pour l'unité des masses exploitées dans le cadre d'un front unique en défense de l'indépendance de la classe ouvrière.

* Nous rejetons toute politique de collaboration de classe et front-populiste dont l'objectif est de contenir les masses en les berçant d'illusions réformistes.

* Nous rejetons toute illusion quant à la prise du pouvoir par la voie des institutions démocratiques bourgeoises et parlementaires. En même temps, en tant que révolutionnaires, nous devons utiliser toutes les ouvertures démocratiques, pour promouvoir l'action directe des masses, et pour les convaincre que le socialisme est l'objectif de la révolution.

* Nous appelons à l'organisation indépendante des masses dans la lutte pour leurs aspirations, au sein de groupes tels que les Fronts pour la défense du peuple et les Assemblées populaires (3).

* L'aggravation de la crise politique dans notre pays et l'absence d'une direction révolutionnaire rend extrêmement urgente notre unification, étape décisive pour l'édification d'un parti révolutionnaire. En ce sens, les barrières organisationnelles qui séparent les trotskistes, sont devenues des obstacles à l'unification. Une structure organisationnelle commune, non seulement améliorera les conditions pour mener à bien les tâches concrètes, mais permettra également une discussion méthodique et systématique des positions à adopter.

5. Même si toutes les discussions politiques ne sont pas achevées, les premières étapes vers l'unification doivent être franchies et l'unification doit être achevée le plus rapidement possible.

Par conséquent nous décidons :

1. De dissoudre nos organisations afin de créer un parti unique, le *Partido Revolucionario de los Trabajadores* (PRT - Parti révolutionnaire des travailleurs).

2. De procéder à la fusion des cellules du Parti et de l'ensemble des structures d'organisation à tous les niveaux.

3. De réunir d'ici quinze jours une nouvelle conférence qui décidera :

- des points du programme;
- de l'orientation politique;
- des résolutions des commissions de travail;

4. De convoquer le premier Congrès national du Parti d'ici 90 jours. Le Congrès approuvera :

- un programme;
- une résolution politique;
- des statuts.

5. D'élire un Comité central comprenant les représentants de toutes les organisations et tendances qui participent à l'unification. Ce Comité central sera la plus haute instance du Parti jusqu'au premier Congrès.

6. De publier *Combate Socialista*, organe du nouveau parti.

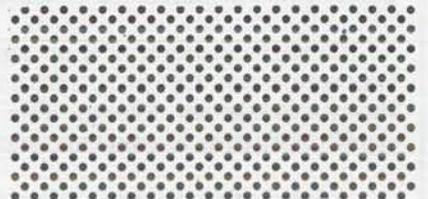
7. D'appeler le PST (4) à nous rejoindre dans le rassemblement aussi rapidement que possible.

8. De demander à la Quatrième Internationale de nous reconnaître en tant que sa section péruvienne.

Vive le *Partido Revolucionario de los Trabajadores* !

Vive la Quatrième Internationale !

Vive la Révolution socialiste mondiale !



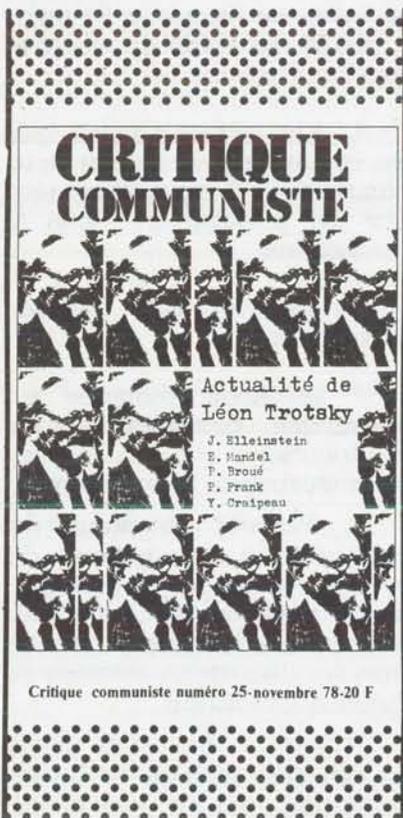
NOTES

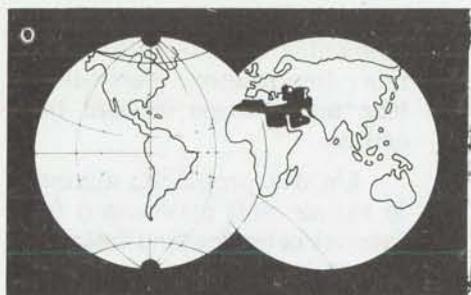
1) Les cinq groupes sont le « Frente de la Izquierda Revolucionaria » (FIR - Front de la gauche révolutionnaire), le « FIR-IV » (FIR-IVe Internationale), le « Grupo Combate Socialista » (Groupe de combat socialiste), les « Circulos Natalia Sedova » (Cercles Natalia Sedova) et la « Tendencia Pro-Unificacion » (Tendance pour l'unification) du Partido socialista de los Trabajadores (PST - Parti révolutionnaire des travailleurs).

2) Frente Obrero, Campesino, Estudiantil y Popular (Front des travailleurs, paysans, étudiants et du peuple).

3) Organes indépendants qui se sont créés lors des grèves générales et des luttes au Pérou ces dernières années.

4) Partido Socialista de los Trabajadores (Parti socialiste des travailleurs), une autre organisation sympathisante de la IVe Internationale au Pérou. Le PST était présent lors des discussions pour l'unification, mais la majorité de l'organisation a choisi de ne pas participer à la fusion pour le moment.





Iran

Pour une république ouvrière et paysanne

Les vagues successives de la mobilisation des masses iraniennes, l'impact de la crise économique, le soulèvement de Tabriz, l'incendie d'Abadan, les manifestations géantes de Téhéran, l'exode rural... sont les données fondamentales - déjà exposées dans Inprecor 35, 36 et 39 - sur lesquelles s'appuient les auteurs pour poursuivre leur analyse.

Javad SADEEG
Azar TABARI

Javad Sadeeg et Azar Tabari sont respectivement membres dirigeants de la Ligue Satar (organisation sympathisante de la IVe Internationale en Iran) et de l'Organisation des partisans iraniens de la IVe Internationale au Moyen-Orient et en Europe. Actuellement, ces deux groupes s'apprentent à fusionner pour former une section de la IVe Internationale en Iran.

La lutte prolétarienne massive contre l'anéantissement économique se déroule au sein d'un mouvement plus large des opprimés. Les alliés du prolétariat - les paysans, les nationalités opprimées, les femmes, les jeunes, les artisans, les petits commerçants et les soldats - sont tous à un degré ou à un autre impliqués dans ce mouvement.

Pendant les événements de cette année, ces alliés de la classe ouvrière ont commencé à former leurs propres contingents indépendants. Ce sont eux qui ont été les plus touchés économiquement, car ils forment le noyau massif du prolétariat et de la paysannerie pauvre. Dans la lutte en cours, ils ont joué, dans une grande mesure, le rôle d'avant-garde sociale du mouvement. Ils ont constitué les secteurs les plus militants de la lutte. Ce n'était donc pas accidentel que le saut qualitatif du mouvement de masse commence avec l'explosion de Tabriz, au centre de la nationalité opprimée d'Azerbaïdjan.

Lors de la vague de manifestations qui a suivi, avant le massacre du 8 septembre, la

paysannerie déracinée qui a rejoint les rangs du prolétariat urbain, car composée aussi de travailleurs non qualifiés, a joué un rôle central.

C'est sur la base des luttes de ces couches opprimées qu'un puissant mouvement de grèves du prolétariat industriel a été déclenché et a conduit aux grèves d'autres travailleurs, y compris la grève nationale des instituteurs et celles des fonctionnaires.

Pour la première fois un certain lien a été établi entre le prolétariat urbain et les paysans - par la participation active des paysans déracinés aux luttes de la ville.

Entraînés par les luttes de la classe ouvrière, les paysans ont effectué des manifestations et des marches, et il est arrivé qu'ils manifestent jusqu'aux villes les plus proches. La plupart de ces actions ont jusqu'ici eu lieu au Kurdistan, et elles ont concerné des milliers de paysans.

Les revendications des paysans concernent principalement la terre, les routes, et l'eau (ils protestent aussi contre la destruction du système traditionnel d'irrigation *Qanat* par l'intro-

duction non planifiée de puits artésiens par les riches). D'autres revendications paysannes concernent la suppression des acomptes qu'ils doivent payer en loyer pour travailler leur propre terre, la suppression des entreprises agricoles détentrices de parts que le gouvernement leur a imposées, et la restitution de leur terre.

La conscience politique des masses paysannes commence à se développer. Par exemple, les paysans du village de Halab et des villages environnants ont tenu une cérémonie commémorative le 18 octobre pour Ismail Rostami (12 ans), qui avait été tué dans la ville voisine de Zanzan alors qu'il participait à une manifestation contre le Shah. Pour honorer la mémoire du jeune garçon assassiné, les paysans ont donné son nom au village. Environ 600 personnes de Zanzan ont assisté à cette cérémonie commémorative, après s'être frayées un chemin à travers des barrages routiers.

Le 20 octobre, environ 1500 paysans de Malek Abad ont fait une marche de dix miles jusqu'à la ville d'Arak pour protester contre l'emprisonnement de treize habitants de leur village. Les gendarmes les ont empêchés d'arriver jusqu'au bout. Les paysans ont dit à des reporters que les treize villageois emprisonnés avaient été injustement accusés d'avoir mis le feu à

des puits artésiens appartenant à un millionnaire de la ville, Hojabr Yazdani. Ils ont ajouté que ces puits avaient asséché leurs *Qanats* un an auparavant, causant de graves sécheresses.

On peut déjà avoir quelques indications sur les luttes paysannes à venir. Dans ces luttes, comme cela apparaît déjà, les paysans demanderont de l'aide aux villes. Pour le prolétariat, les paysans pauvres constituent l'allié de classe le plus important.

Les liens entre les villes et les villages qui s'établissent par ces luttes doivent effacer des siècles d'isolement des paysans.

En ce qui concerne les nationalités opprimées, leurs sentiments nationalistes se sont intensifiés à la suite du soulèvement de février à Tabriz. On rapporte que dans certaines écoles d'Azerbaïdjan, par défi ouvert contre le régime, la langue turque interdite de l'Azerbaïdjan est utilisée à la place du Persan officiel. Au Kurdistan le sentiment nationaliste s'est exprimé encore plus ouvertement dans l'appel pour un «Kurdistan libre», indiquant la profondeur de la rébellion kurde contre l'oppression nationale.

Il y a eu aussi une progression significative du sentiment national au Baluchistan. Dans leur lutte contre le régime du Shah, les étudiants baluchis ont appelé à un «Baluchistan libre». Leur lutte est liée à celle des Baluchis de l'Etat pakistanais en décomposition. Ces développements sont d'autant plus significatifs que l'on considère le fait que le régime iranien a eu une politique constante de répression brutale de toute manifestation de rébellion nationaliste.

Il n'y a aucun doute qu'avec le développement du mouvement de masse, la lutte des nationalités opprimées pour l'autodétermination - composante vitale de la révolution iranienne - deviendra de plus en plus marquante et prendra un caractère massif.

LE ROLE DES FEMMES DANS LE MOUVEMENT DE MASSE

Un développement remarquable et sans précédent des récents soulèvements a été la participation active et massive des femmes. Des dizaines de milliers de femmes ont manifesté et porté des banderoles

rurales. La participation des étudiantes de l'université a eu une importance particulière; leur militantisme devient bien connu.

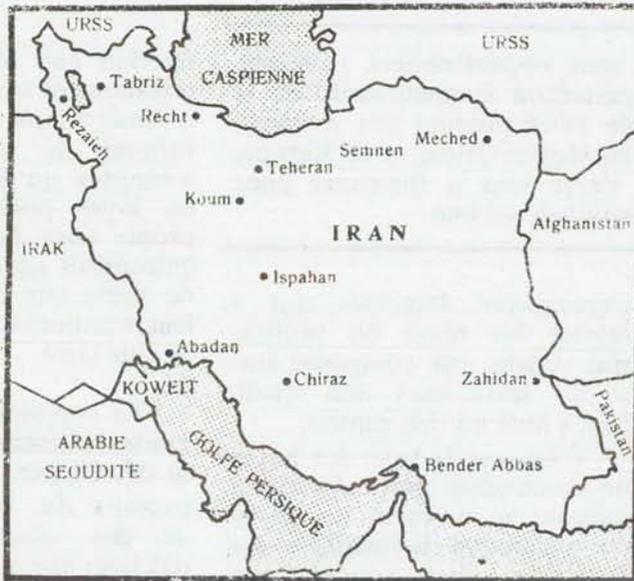
Un des problèmes auxquels le régime doit maintenant faire face est celui des manifestations contre le Shah des *teenagers* et de leurs petits frères et sœurs. L'appel du régime aux parents pour qu'ils usent de leur autorité pour réfréner leurs enfants a été totalement inefficace. Des enfants de l'école élémentaire ont mis au point leurs propres rythmes colorés contre le Shah après leurs heures de classe. Un exemple en est celui-ci : «Combien de mots dans 'Mort au Shah'?', chante un groupe d'enfants. «Trois mots : 'Mort - au - Shah'», répondent leurs petits camarades.

En général, la majorité éminente du mouvement est formée par la jeunesse. 60 % de la population a moins de vingt ans et ne se voit pas d'avenir dans ce système. Influencés par la radicalisation mondiale de la jeunesse, et n'ayant pas eu l'expérience de la défaite de la Seconde révolution, les jeunes sont optimistes sur l'issue de leurs luttes.

D'autres alliés du prolétariat à avoir rejoint le mouvement sont les artisans et les petits commerçants. Ils ont fait partie des premières victimes de l'inflation et ont été considérés comme boucs émissaires responsables de son augmentation. Les petits commerçants ont été le sujet des mises en scène «anti-profiteurs» périodiques du Shah.

Il devient de plus en plus évident que des forces énormes, au-delà du prolétariat, peuvent être gagnées, organisées et mobilisées dans le combat pour le socialisme en Iran.

Se gagner les alliés du prolétariat est un préliminaire nécessaire au succès des luttes révolutionnaires à venir. La classe ouvrière a besoin d'une direction qui puisse mener à bien cette tâche.



dans toutes les villes importantes d'Iran où des manifestations contre le Shah ont eu lieu. Des femmes, organisées en cortèges séparés et couvertes de leurs *chadors* (voiles), ont conduit à la fraternisation avec les troupes de l'armée à Téhéran en leur lançant des fleurs. Même le journal officiel du gouvernement, le *Rastakhiz*, a dit des manifestations d'avant le 8 septembre : «La chose la plus visible était la participation active et massive des femmes aux côtés des hommes.»

Lors de la vague de grèves ouvrières actuelle, des revendications concernant des crèches ont été avancées et par les mineurs des mines de charbon et par les instituteurs en grève.

La participation des femmes aux manifestations a continué et s'est étendue aux zones

L'ABSENCE DE DIRECTION

Actuellement, le mouvement de masse en Iran n'a pas de direction apparente ni reconnue. La prédominance de personnalités religieuses dans la période d'avant le 8 septembre n'est pas la manifestation d'une direction mais exactement le contraire - celle d'une absence de direction.

En dépit des déclarations du haut *Ulema*, et malgré la propagande de la presse impérialiste, l'Islam ou un «Etat islamique» n'est pas le but des masses. La popularité de certaines personnalités religieuses dans le mouvement est due à :

- 1) la défaite de 1953 et les trahisons des staliniens et des nationalistes bourgeois;
- 2) l'absence de parti politique ou de dirigeant qui pourrait exprimer le mécontentement des masses;
- 3) l'exil des dirigeants *shiites* les plus en vue, et leur opposition au Shah;
- 4) la légalité des mosquées, qui en a fait le centre des rassemblements de masse et de l'agitation contre le Shah et son régime;
- 5) le fait qu'en raison de leur proche contact avec les paysans et les pauvres des villes, les *mullahs* des échelons inférieurs ont tendance à refléter les sentiments des opprimés, à travers leur propre idéologie religieuse compliquée;
- 6) les liens traditionnels entre la hiérarchie religieuse et le *Bazaar*.

En plus de l'opposition religieuse, quelques-unes des personnalités nationalistes bourgeoises ayant appartenu au vieux Front national de Mossadegh ont recommencé à faire surface. Elles ont formé une nouvelle coalition de groupes. Néanmoins, comme cela avait déjà été le cas, les éléments dominants du Front national ont été des personnalités plus que des partis. Une opposition verbale s'est aussi développée à l'intérieur du *Majlis* (parlement), dont les membres sont choisis par le Shah.

Aucun de ces groupes, y compris le Front national, n'a joué de rôle significatif dans

l'organisation ou la direction du mouvement. En fait, la direction du Front national a voulu former un gouvernement de coalition, en maintenant le Shah sur son trône - avec la bénédiction de l'impérialisme US. Mais elle n'a pas pu convaincre l'Ayatollah Khomeyni. Khomeyni, un dirigeant *shiite* qui vit en exil depuis 1963, a fermement exigé l'abdication du Shah. Il est considéré comme le symbole le plus important de l'opposition au règne du Shah. Actuellement, les dirigeants du Front national sont d'accord pour suivre Khomeyni.

Le Parti *Tudeh* est le plus fort des courants staliniens. Les maoïstes sont en crise et presque inexistantes en Iran. Le soutien accordé au Shah par la bureaucratie chinoise et le récent voyage en Iran de Hua ont intensifiée la crise déjà profonde des tendances maoïstes iraniennes. Le Parti *Tudeh* publie un petit journal, *Navid*, à l'intérieur du pays. Mais sa taille et son influence sont insignifiantes par rapport à la période d'avant 1953. Néanmoins, à travers ce journal, le Parti *Tudeh* tente de mettre sur pied une coalition de toutes les forces qui sont «contre la dictature»; parmi eux, les officiers de l'Armée et les marchands du *Bazaar* sont prédominants. La jeunesse révolutionnaire fuit le Parti *Tudeh* en raison de ses trahisons passées et aussi à cause de sa soumission à la bureaucratie soviétique, qui a jusqu'à maintenant toujours soutenu le Shah.

L'appareil politique du régime lui-même est aussi en crise. Le régime a chancelé sous les coups puissants portés par le mouvement de masse, et il a perdu son équilibre politique. Actuellement, il tente de discréditer quelques-unes des personnalités centrales du gouvernement, comme Hoveyda, qui a longtemps été Premier ministre, et l'ancien chef de la *Savak*, le général Nasiri. Ils ont été accusés de corruption et de détournement de fonds. Le Parti *Rastakhiz* du Shah, qui était le seul parti légal en Iran, avec un appareil énorme et des «millions» de membres, a été officiellement dissout.

LA MENACE D'INTERVENTION IMPERIALISTE

L'impérialisme mondial se tient derrière le régime vacillant et sa direction corrompue. Les impérialistes ont soutenu ce régime en tant que rempart de la contre-révolution dans la région et gardien local de leur vaste empire pétrolier (la région contient 60 à 70 % des réserves pétrolières actuellement prouvées). Les impérialistes n'ont pas l'intention de laisser tomber le Shah; ou plutôt, ce qui est plus important, de laisser le système capitaliste être renversé en Iran. Le Président Carter (les «*droits de l'homme*») l'a montré en appelant le boucher sanglant au téléphone pour l'assurer de son soutien, juste après le massacre du 8 septembre.

Entre-temps, le Pentagone a commencé ses préparatifs d'intervention directe en Iran. «*Le Secrétaire à la Défense Harold Brown a déjà discuté de la possible répartition des forces US appropriées dans la région (le Golfe Persique) pour soutenir des amis' et 100 000 hommes de troupes américains sont entraînés en vue d'une intervention éventuelle dans le Golfe*», rapportait le *Los Angeles Times* du 17 août. L'armement sophistiqué de l'arsenal du Shah, ayant une valeur de 36 milliards de dollars, et la présence de 40 000 «conseillers» américains en Iran montrent l'importance des enjeux.

Les tentatives impérialistes pour soutenir le Shah et maintenir le capitalisme en Iran ont des possibilités limitées. L'impérialisme lui-même est aussi en crise, y compris une crise de direction. La faiblesse de l'impérialisme est ressentie par les masses, particulièrement depuis la défaite des Américains au Vietnam. En Iran, cela est devenu un facteur important de la radicalisation et de la mobilisation des jeunes.

La lutte des masses iraniennes a un caractère international, car elle a parmi ses ennemis principaux la bourgeoisie im-

périaliste. La tâche principale est de forger une direction qui puisse mener la lutte à la victoire.

LES TACHES DES TROTSKYSTES IRANIENS

Avec le développement à venir du soulèvement révolutionnaire en Iran, c'est l'entièreté du Programme de transition, dans son expression concrète par rapport à la réalité iranienne, qui sera à l'ordre du jour. Le travail préparatoire des trotskystes iraniens a déjà permis de créer les bases politiques pour la construction d'un puissant parti ouvrier, la section iranienne de la IVe Internationale.

Les revendications immédiates du prolétariat se sont rapidement combinées avec les revendications démocratiques et transitoires. A plusieurs occasions, les ouvriers grévistes ont décidé des quotas de production, c'est ainsi que les grévistes des raffineries ont décidé de limiter la production aux quantités nécessitées par les besoins domestiques de la population iranienne. Cette tendance vers le contrôle ouvrier s'est accompagnée à plusieurs reprises de la revendication de l'ouverture des livres de compte.

Pour mener à bien leur combat et faire jouer tout leur poids social, les travailleurs ont besoin de disposer de leur propre syndicat. L'organisation d'une centrale syndicale centralisée à l'échelle nationale, indépendante et démocratique, est l'un des défis que le prolétariat iranien devra relever dans les semaines et les mois qui viennent.

Les revendications économiques immédiates se sont d'ores et déjà combinées avec des revendications politiques telles que l'abrogation de la loi martiale et la libération des prisonniers politiques. Le prolétariat s'est joint aux manifestations sous le mot d'ordre massivement repris de «Mort au Shah». Cela pose la question du régime. Tandis que la bourgeoisie et la petite bourgeoisie s'emploient à mettre en œuvre leurs propres solutions, le prolétariat doit mettre en avant la

solution qui est la sienne et qui correspond aux intérêts de la majorité.

Au contraire des points de vue bourgeois et impérialistes, une politique prolétarienne doit prendre en charge et défendre les aspirations démocratiques des masses. Cela inclut l'appel à une assemblée constituante librement élue pour déterminer la forme de gouvernement qui remplacera le régime assassin du Shah.

L'appel à une assemblée constituante doit être lié au renversement de la monarchie, à l'arrachement de la domination impérialiste, à l'émancipa-

Le rythme rapide des développements révolutionnaires en Iran peut conduire à la création de formes élevées d'organes de lutte de classes, comités d'action et organismes de type soviétique.

Les tendances à l'auto-administration sont d'ores et déjà apparues dans des villes comme Amol, Sanadaj et Tabriz, où pendant quelque temps, c'est la population qui a pris en mains le contrôle de ces villes. A Amol et Sanadaj, des embryons de milices populaires ont été alors constitués. Les traditions des deux précédentes révolutions iraniennes peuvent jouer un rôle d'exemplarité

UNE COQUILLE VIDE

Le Front national s'est reconstitué, il y a un peu plus d'un an, par l'unification de trois partis : le Parti Iran, libéral; Le Mellat Iran, de tradition nationaliste et la Ligue socialiste du mouvement national iranien, plus « progressiste », mais qui n'est pas marxiste.

Le Front national, qui entretient des rapports suivis avec l'Internationale socialiste, n'est guère qu'un conglomérat de notables et d'intellectuels. Seul, le Mellat Iran aurait une certaine implantation parmi les couches de « Bazaris ». Les trois partis ont donné le nom de Front national à leur coalition par référence à l'ancien parti de Mossadegh.

À l'envoyée spéciale du *Nouvel Observateur*, l'un des dirigeants de l'opposition, Karim Laridji, reconnaissait que « le Front national n'existe pas. Il n'est constitué en réalité que de quelques vieux compagnons de Mossadegh bien incapables de prendre en main le gouvernement de l'Iran. Depuis un an, nous tentons de réaliser un vrai front entre les différents groupes et individus afin de présenter une solution valable pour remplacer le régime du Shah. Jusqu'à présent, nous avons échoué sur des questions d'ambition et de vanité personnelles. »

tion de la paysannerie, au rétablissement des droits à l'autodétermination des nationalités opprimées, à la libération de la femme. Aucun gouvernement bourgeois ne sera désireux ou capable d'accomplir des tâches démocratiques aussi élémentaires.

POUR UNE REPUBLIQUE OUVRIERE ET PAYSANNE

Face au régime bourgeois, une politique prolétarienne appellera à la constitution d'une République ouvrière et paysanne. Ce n'est qu'au travers d'un tel régime que les masses sortiront de l'impasse actuelle que leur imposent l'impérialisme et le Shah et pourront aborder la transition socialiste.

pour la reconstitution d'organes révolutionnaires de double pouvoir et de leurs organismes de masse armés.

A l'heure actuelle, le mot d'ordre d'assemblée constituante est l'axe central de l'agitation et de la propagande des révolutionnaires. La carence centrale dans l'actuelle situation pré-révolutionnaire est précisément l'absence d'un parti prolétarien de type bolchévique capable d'organiser et de diriger la classe ouvrière et ses alliés vers le renversement du Shah, la prise du pouvoir et la révolution socialiste.

Le combat pour forger la section de la IVe Internationale dans l'Etat iranien est le but que se sont fixé les trotskystes iraniens.

Tchécoslovaquie

Petr Uhl : lettre au ministère de l'Intérieur

Document

Nous avons publié dans notre dernier numéro un exemple frappant - grotesque et terrifiant à la fois - de la littérature policière produite par des services du régime tchécoslovaque contre les partisans convaincus du socialisme non « normalisé », contre des militants marxiste-révolutionnaires.

C'est à la cible principale de ce rapport infâme, Petr Uhl, que nous donnons aujourd'hui la parole. Son témoignage est assez parlant pour que nul ne sous-estime ni la gravité des menaces qui pèsent sur lui ni la nécessité d'une campagne internationale assez puissante pour le protéger, ainsi que sa famille et ses compagnons de combat, contre les attaques criminelles des bureaucrates-flics de Prague.

● *» Par la présente lettre, je porte plainte contre les organes du ministère fédéral de l'Intérieur qui, en persécutant ma famille et moi-même de la manière décrite ci-dessous, violent la Constitution et n'hésitent pas à commettre des actes à caractère purement criminel.*

» Je suis signataire de la Charte 77, militant pour la défense des droits de l'homme et pour le respect de la légalité, membre du Comité de défense des personnes persécutées. Depuis janvier 1977 je suis victime de persécutions incessantes : j'ai été exclu des syndicats (ROH), dégradé militairement, licencié le 31 janvier 1978 de l'entreprise où je travaillais en qualité d'ingénieur-mécanicien. Le tribunal a rejeté la plainte par laquelle je réclamais l'annulation de ce licenciement. Tous ces

actes ont été ouvertement justifiés par le fait que je suis signataire de la Charte 77.

» Par la suite, mon téléphone a été coupé, et mon permis de conduire retiré. Depuis septembre 1977, mon appartement est surveillé en permanence par des agents de la VB (Sécurité publique) qui non seulement contrôlent l'identité de toute personne entrant dans mon appartement, mais encore empêchent parfois des visiteurs d'entrer, ou bien les arrêtent lorsqu'ils sortent de chez moi. C'est ainsi qu'à la fin de l'année dernière la liberté de dizaines de citoyens tchécoslovaques a été entravée; ces derniers temps, ce fut le cas, entre autres, pour les personnes suivantes : Peter Ruegg, secrétaire du Conseil de la Paix suisse (Cartenhof-

strasse 7, Zurich); Michael Shaskevich d'Amnesty International (9056 South Pleasant Avenue, Chicago, Ill.); Jaroslav Sabata, porte-parole de la Charte 77 (le 11 août 1978, celui-ci a été obligé sous les menaces, de quitter Prague où il était venu s'occuper des enfants de sa sœur malade); Frantisek et Marie Master de la ville d'Ostrov nad Ohri, signataires de la Charte 77, Monsieur Blum de la Radio norvégienne, deux journalistes de Rote Fahne de la RFA; et dernièrement le docteur Martin Hybler et sa femme Ivana (qui fut soumise, dans un état de grossesse avancée, à un interrogatoire nocturne en présence de sa fille de 18 mois, le 20 septembre 1978).

» En me rendant au travail ou au parc avec les enfants, au cinéma, devant chez mes amis, je suis constamment suivi par des hommes de la Sécurité d'Etat, conduisant une Tatra 603 et se garant toujours à proximité des endroits où je m'arrête.

» Ces hommes contrôlent les papiers des personnes avec lesquelles je parle dans la rue; si je vais au café, ils envoient des agents de la VB en uniforme pour contrôler les personnes avec lesquelles je me trouve. Les amis qui viennent me rendre visite sont soumis à des interrogatoires et les agents de la

StB (la Sécurité) leur recommandent de ne plus me rendre visite à mon domicile. Ces derniers mois, la StB tente de leur faire croire que je suis suspect de préparation d'actions terroristes. Ils le disent à tous (je peux donner de nombreux exemples), sauf à moi.

» Le 13 août 1978, j'ai demandé au Procureur général Fejes d'examiner ma situation, mais il n'a pas mis fin à toutes les attaques contre mon honneur et ma réputation. Par contre, fin août 1978, la revue Signal publiait un article me décrivant (sans mentionner mon nom de famille) comme aventurier politique et terroriste. Mes plaintes restent sans écho.

» Si j'envoie une lettre à l'étranger décrivant ces violations de la Constitution, la lettre ne parvient pas au destinataire, ou bien celui-ci reçoit dans l'enveloppe de ma lettre le texte de la Charte 77, comme cela est arrivé à Madame France de Nicolay (33, rue des Lions, Paris 4e).

» Les conflits permanents qui se déroulent à la porte de notre appartement ont des conséquences très graves sur l'état psychique de nos enfants (de trois ans et un an et demi).

» Pourtant il n'existe aucune décision officielle donnant le droit aux organes de la VB et de la StB de surveiller notre appartement, de me suivre en permanence et autres tracasseries auxquels nous sommes exposés. C'est le sous-colonel Pavlovsky de la StB qui a décidé de lui-même (d'après ses propres paroles) ce type d'agissements. Je rappelle qu'il n'existe pas de loi permettant de telles intrusions dans la vie privée; la loi sur l'assignation à résidence, permettant au tribunal de limiter le droit de circulation du prisonnier relâché durant une période bien déterminée, suppose en général une intensité moindre que ces entraves auxquelles je suis soumis.

» Mais nul tribunal n'a ordonné une telle surveillance. Nulle poursuite judiciaire n'a été intentée contre moi, et pour ces raisons ces interventions dans ma vie privée sont qualifiables d'illégales. Ces interventions illégales dans ma vie privée et dans ma correspondance constituent une violation flagrante des articles 30 et 31 de la Constitution ainsi que de l'article 17 du Pacte international sur les droits politiques et civiques (d'autres citoyens, eux aussi, sont frappés de persécutions similaires, même si c'est dans une moindre mesure, notamment dans ces derniers mois, deux porte-parole de la Charte 77: Ladislav Hedjanek, philosophe, et Jaroslav Sabata, psychologue).

» Un fait encore plus grave : de temps à autre, je suis privé de ma liberté de mouvement : en mars 1977, au moment de l'enterrement du porte-parole de la Charte 77 Jan Patočka, après lequel j'ai été emprisonné (avec d'autres personnes); les 27 et 28 septembre 1977, jours du procès d'Ales Machanek et Vl. Lastrucka; le 6 janvier 1978, où j'ai été retenu pendant six heures au commissariat de la VB de Prague 2, namesti Miru, sans motifs légaux; du 29 mai au 6 juin 1978 où j'ai été, comme de nombreux chartistes, détenu pendant la visite officielle de Brejnev; et les 21 et 22 septembre 1978. Cela fait dix jours au total; en plus de cela, le 27 juillet, j'ai été soumis à une fouille personnelle illégale (ainsi que d'autres personnes) dans les locaux du commissariat de la VB Prague 6, après avoir rendu visite à mon ami écrivain Vaclav Havel, et avoir été arrêté dans son appartement. Toutes ces privations de liberté (sauf le 6 janvier et le 27 juin 1978) ont été justifiées par la loi sur les SNB, article 23, d'après laquelle il est possible d'arrêter pour 48 heures au maximum, celui qui, par son comportement, trouble l'ordre public; le but de l'arrestation est de procéder à

des enquêtes. Mais, sauf dans le dernier des cas, j'ai toujours été arrêté dans mon appartement, et il n'a été procédé à aucune enquête.

» La dernière en date de cette série de violations de la légalité me privant de ma liberté personnelle est la suivante : ma femme et moi-même sommes montés (suivis par les agents de la StB) dans le train express no 632 à la gare principale de Prague (départ régulier à 23h.58). Nous avions l'intention de quitter Prague pour un séjour de quelques jours à la montagne de Ceskomoravska vysocina. C'était, après plusieurs années, notre première occasion de partir pour quelques jours sans nos enfants, qui devaient être gardés pendant ce séjour par mon beau-père Jaroslav Sabata (à Brno où il vit, il avait été empêché par les organes de la StB de se rendre à Prague, et il n'est venu que le lendemain de la date prévue). Je travaille comme ouvrier en travail posté, et mon emploi du temps ne me permettait que ces quelques jours de vacances. Juste avant le départ de l'express, deux agents de l'OSOZ ont pénétré dans notre compartiment et après avoir contrôlé mes papiers d'identité, ils m'ont invité à les suivre. Comme je refusais, ils ont appelé un agent de la VB qui est venu avec son chien, et ensemble avec les agents de l'OSOZ ils nous ont violemment poussés en dehors du train. Après quoi nous avons été battus pendant environ 10 minutes (moi-même à coups de pied). En conséquence, l'express a eu 15 minutes de retard. Lorsque nous avons été emmenés, le colonel Mojmir Kasik et l'un de ses collègues sont venus et ont ordonné de nous conduire à la prison de la rue Konviktska où nous avons été (sans résultats) soumis à une fouille personnelle. Ma femme a été relâchée aussitôt après; quant à moi, j'ai été détenu 36 heures dans la cellule de garde à vue - toujours sous le prétexte de l'article 23 de la loi sur les SNB. J'ai refusé

de me laisser photographier et de me faire relever les empreintes digitales, mais j'ai été soumis à une fouille corporelle méticuleusement exécutée par un médecin. Finalement, j'ai été relâché avec des excuses, néanmoins accompagnées de nouvelles menaces. Toute la procédure consistait en une négation cynique de toute lé-

galité garantissant la liberté de circulation et le respect de l'individu.

» Je vous demande d'examiner mon cas et de faire tout le nécessaire pour faire cesser ces actions. Suite à la longue période durant laquelle je me suis trouvé sans moyen de défense alors que les attaques

contre ma personne s'aggravent et se multiplient, et vu que les plaintes déposées (les miennes et celles de mes amis) sont restées lettre morte jusqu'à l'heure actuelle, je me sens obligé de m'adresser à l'opinion internationale en demandant des actions efficaces de solidarité.

Anglicka 8, Praha 2

RDA

Après le Congrès Bahro

Inprecor

● Du 16 au 19 novembre 1978 s'est tenu à Berlin-Ouest le Congrès international pour la libération de Rudolf Bahro et pour la discussion de ses idées. Par l'écho qu'il a éveillé dans le mouvement ouvrier d'Europe occidentale, par la participation massive qu'il a suscitée - environ trois mille participants aux débats quotidiens passionnés - par les possibilités qu'il ouvre pour une action conjointe de toutes les organisations ouvrières européennes pour la libération des prisonniers politiques dans les pays de l'Est (avant tout des prisonniers qui se réclament du socialisme), il s'agit d'un événement très important. Les marxistes révolutionnaires doivent en saisir toutes les dimensions progressistes.

L'organisation, la tenue et la conclusion du Congrès sont le résultat d'un large front unique qui a rassemblé notamment des représentants de l'aile gauche de la social-démocratie allemande

(Peter von Oertzen, membre du Comité directeur du SPD; Gerhard Schroeder, président fédéral des Jeunesses socialistes *Juso*; Klaus Mathiesen, président du groupe social-démocrate à la Diète du Land Schleswig-Holstein), des syndicats allemands (Werner Vitt, vice-président du syndicat allemand de la chimie *IG Chemie*; Jakob Moneta, ancien rédacteur en chef de l'organe central du syndicat des métallos *Metall*), des «dissidents» socialistes et communistes d'Europe orientale (Ludek Kavin pour la Charte 77, Jiri Pelikan pour le groupe *Listy*; l'exilé soviétique Boris Weil qui s'affirme marxiste), d'importantes organisations ouvrières d'Europe occidentale (le PC italien, le PS italien, le PSOE espagnol), la IVe Internationale, et quelques organisations centristes (le *Sozialistische Bureau* de la RFA, le PdUP italien).

Il est remarquable que toutes ces organisations ont signé la Déclaration finale du Congrès,

qui réclame la libération de Rudolf Bahro et s'engage à poursuivre l'action dans ce sens. On avait affirmé que sous la pression politique du SED, les partis dits eurocommunistes boycotteraient le congrès. Cela n'a finalement pas été le cas ni pour le PC italien ni pour le PC belge, dont un membre du Comité central envoya un télégramme de solidarité au Congrès.

Le PCF n'était pas officiellement représenté. Mais son Comité central n'avait pas interdit à Alexandre Adler, un des auteurs du livre *L'URSS et nous*, d'y assister à titre personnel. Quant à l'absence du PC espagnol, elle est sans doute due à des raisons de désorganisation plus qu'à des causes politiques. En Grande-Bretagne, l'Organisation des étudiants communistes, affiliée au PC, participe très activement à la campagne «pro-Bahro». Son absence au Congrès de Berlin ne peut pas non plus être due à des motifs politiques.

Contrairement à la presse du reste de l'Europe occidentale, la presse quotidienne ouest-allemande, ainsi d'ailleurs que la radio et la télévision, a largement commenté le Congrès (l'importance des commentaires à la télévision de Berlin-Ouest, c'est qu'elle est assidûment suivie en RDA...). Elle a surtout insisté sur le fait que la «gauche extra-parlementaire» n'a pas réussi à rétablir son unité à cette occasion; qu'il y eut de nombreuses controverses sur la nature de l'URSS et les origines du stalinisme; qu'il y eut des disputes virulentes sur la prétendue tentative de la social-démocratie allemande d'«instrumentaliser» le Congrès

(le président du SPD, qui avait fait preuve de beaucoup de réticences dans cette affaire - question de ne pas décourager le «commerce Est-Ouest», qui importe plus à la bourgeoisie allemande que la défense des «droits de l'homme» d'un dissident communiste! - a finalement quand même envoyé une lettre, qui se solidarise avec l'effort international pour la libération de Rudolf Bahro), etc.

Qu'après des années de différenciation doctrinale et politique, la «gauche extraparlamentaire» ouest-allemande ne retrouve pas, à l'occasion d'un congrès, l'unité - d'ailleurs fort factice - qui avait caractérisé le SDS (1) jusqu'au début de 1968, il n'y a là rien d'étonnant. Que l'attitude à adopter à l'égard des organisations de masse du mouvement ouvrier organisé - tant d'ailleurs la social-démocratie que les partis dits eurocommunistes - soit un des principaux motifs de cette différenciation, c'est ce que nous retrouvons dans l'extrême-gauche de toute l'Europe. La RFA ne fait pas exception à cette règle. Qu'à cette occasion, il y ait des manifestations extrêmes de sectarisme ou d'opportunisme (2) - quelquefois l'un combiné avec l'autre - on pouvait s'y attendre.

Ce que la presse quotidienne libérale ouest-allemande feint de ne pas remarquer, c'est qu'en dépit de ces différences, il y eut débat franc d'idées, et non échange d'insultes voire de coups. C'est déjà un énorme pas en avant par rapport au climat qui régnait dans l'extrême-gauche de Berlin il y a à peine quelques années, sous l'influence conjointe du maoïsme extrémiste, du stalinisme du SEW, et de la politique de répression endossée par les bureaucraties social-démocrate et syndicale.

Ce qu'elle essaie surtout de passer sous silence, c'est le fait qu'en dépit de ces désaccords, il y avait accord sur un objectif précis - l'unité d'action pour arracher la libération de Bahro - entre l'immense majorité des participants.

Il suffisait de mesurer à l'audiomètre l'ovation qui salua le passage du discours de notre camarade Mandel, au cours du premier débat public, le soir du 16 novembre, quand le représentant de la IVe Internationale insista sur la nécessité d'*obliger* la social-démocratie et les partis eurocommunistes (bien contre leur inclination naturelle !) à *mobiliser* leurs troupes en vue d'arracher Bahro à sa prison, pour s'apercevoir que tel était bien l'avis du Congrès. Cela se reflète d'ailleurs dans la Déclaration finale.

Les lignes de force qui doivent déterminer notre intervention, après le succès incontestable que constitue le Congrès international Bahro, s'articulent autour des tâches suivantes :

- Utiliser la Déclaration finale du Congrès afin d'amener les grandes organisations se revendiquant du mouvement ouvrier, et qui restèrent absentes du Congrès, à s'engager à leur tour. C'est une tâche qui se pose surtout en Espagne à l'égard du PC et des deux grandes centrales syndicales; en France à l'égard du PS et des syndicats; en Grande-Bretagne à l'égard du *Labour*, des syndicats et du PC; en Suède à l'égard du PS et du PC; en Autriche à l'égard du PS, etc.
- Amener toutes ces organisations dans leur ensemble à exercer une pression sur la Ligue des communistes de Yougoslavie pour qu'elle s'engage à son tour dans ce combat.
- Lier constamment la cause de Rudolf Bahro à celle de la lutte pour la libération de tous les prisonniers politiques dans les pays de l'Est (à commencer par ceux qui se réclament du socialisme ou qui sont des prolétaires comme Klebanov).
- Lier cette lutte de la manière la plus vigoureuse à celle contre la répression politique dans les pays capitalistes, à commencer par le Chili, le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Nicaragua, l'Iran, la Palestine, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, mais

sans oublier l'Irlande et la RFA elle-même.

- Insister sur le fait qu'il ne faut pas seulement multiplier les comités Bahro, les congrès Bahro, partout en Europe et de par le monde, les prises de position publiques des organisations de masse, etc., mais qu'il faut aussi passer à des formes plus actives et plus larges de mobilisation.

Tout cela reste dans le cadre d'une politique de Front unique qui est réaliste et efficace, comme les résultats du Congrès Bahro viennent d'ailleurs de le confirmer spectaculairement.

Mais en plus de ces tâches générales, les marxistes révolutionnaires ont une tâche propagandiste supplémentaire à remplir, qui n'est pas sans parallèle avec celle qui se pose dans le cadre de la campagne internationale pour la réhabilitation par les PC de Boukharine, de toutes les victimes des procès de Moscou, de Léon Trotsky et de toutes les victimes de la terreur stalinienne.

Dans une action de Front unique, nous ne mettrons jamais notre drapeau en poche. Nous croyons que la possibilité du Front unique se fonde sur la communauté d'intérêts entre tous les participants sur des points précis de la lutte de classe et de la lutte politique, non sur un «pacte de non-agression». Il nous faut donc défendre avec force tous les aspects de notre analyse du stalinisme, tous les aspects de notre critique de l'eurocommunisme, tous les aspects de notre orientation révolutionnaire globale (dont le cours vers la révolution politique dans les pays de l'Est n'est qu'un aspect), toute notre opposition de classe à l'égard de la bourgeoisie impérialiste, à l'occasion de telles campagnes. C'est ce qu'ont fait les représentants de la IVe Internationale au Congrès Bahro. C'est ce qu'il faut faire au cours de la campagne Bahro, au cours de la campagne pour la libération de tous les prisonniers politiques des pays de l'Est, au cours de la campagne pour la

réhabilitation des vieux bolcheviks par les PC, campagnes qui ne cesseront de s'amplifier dans les mois à venir.

Nous aborderons ces campagnes avec un double critère politique. Servent-elles la cause de la révolution politique anti-bureaucratique dans les Etats ouvriers bureaucratisés ? Servent-elles la cause anti-capitaliste et anti-impérialiste du prolétariat mondial ? Notre réponse à ces deux questions est «oui», à condition que nous nous en tenions à l'orientation que nous venons d'esquisser.

L'objection selon laquelle la réhabilitation des victimes des procès de Moscou, ou la libération de Bahro «sous la pression des eurocommunistes», servirait en dernière analyse la bureaucratie, et «réhabiliterait les bourreaux», est trop grotesque pour s'y attarder longtemps. La campagne d'Emile Zola pour la réhabilitation de Dreyfus a-t-elle «réhabilité» ou a-t-elle démasqué les faussaires de l'Etat-major français ? Poser la question, c'est y répondre.

Obliger des PC de masse à reconnaître que les victimes des procès de Moscou étaient innocentes - comme vient de le faire dans *L'Humanité* du 28 novembre 1978 un membre du CC du PCF, Jean Burles, après des prises de position analogues de dirigeants des PC italien, espagnol, britannique, finlandais, grec (de l'intérieur) - c'est remporter une victoire politique importante contre le stalinisme. C'est confirmer que sur cette question capitale des crimes de Staline contre les vieux bolcheviks, les trotskystes, et eux seuls parmi les communistes de l'époque, avaient raison. C'est amener de plus en plus de membres des PC à se poser la question si, sur les autres différends essentiels entre trotskystes et staliniens, les trotskystes n'avaient pas également raison : sur la dégénérescence bureaucratique de l'URSS; sur la nature de la bureaucratie soviétique; sur la nature du PCUS; sur la théorie et la pratique du «social-fascisme»; sur la théorie et la pratique

des «fronts populaires»; sur l'abandon de l'objectif de la révolution internationale; sur les expulsions bureaucratiques (les «mini-procès de Moscou») au sein des PC occidentaux eux-mêmes : affaires Marty, Tillon, Garaudy dans le PCF.

Quant aux répercussions de ces réhabilitations en Europe orientale et en URSS, ils y font l'effet d'une bombe, ne fût-ce que du fait qu'une fraction majeure des bureaucrates actuellement au pouvoir en URSS a participé activement à la répression sanglante contre les communistes soviétiques et étrangers, et craint de devoir rendre des comptes. Les répercussions de ces campagnes là-bas ne peuvent pas ne pas accélérer la repolitisation et la différenciation politique, ce qui, à terme, accélère le processus qui conduit vers la révolution politique anti-bureaucratique.



LE MESSAGE DU KOR

Varsovie, le 14 octobre 1978. «Aux participants au séminaire «Liberté pour Rudolf Bahro», le KOR, Comité d'autodéfense sociale, exprime sa solidarité avec Rudolf Bahro et avec ceux qui sont poursuivis pour leurs aspirations démocratiques en RDA. Nous souhaitons que les participants à ce rassemblement qui est dédié au travail créateur de Rudolf Bahro puisse faire des pas en avant efficaces pour sa défense.»

Signé par 31 membres
du KOR



La même remarque s'applique à la thèse opposée du prétendu «profit anti-communiste» que la bourgeoisie internationale pourrait tirer de ces campagnes. L'histoire, depuis 40 ans, confirme le contraire. Ce dont la bourgeoisie profite, c'est des crimes de la bureaucratie, non de leur dénonciation. Ce que cette dénonciation obtient, aux yeux de couches de plus en plus larges des masses, c'est de détruire l'identification du communisme et du socialisme avec le stalinisme et ses crimes. Or, cette identification est aujourd'hui une des armes idéologiques essentielles de la bourgeoisie internationale. Si cette dénonciation se combine avec une dénonciation vigoureuse de la répression sanglante dans de nombreux pays capitalistes, et une lutte intransigeante contre cette répression, elle ne peut que renforcer la cause du prolétariat et du socialisme international, et non celle de l'impérialisme et de l'anti-communisme.

A nous d'agir de manière à la fois efficace et principielle, pour que tous ces objectifs soient atteints !



NOTES

- 1) Organisation socialiste des étudiants ouest-allemands.
- 2) Le SEW, pâle filiale du SED à Berlin-Ouest, distribua un tract au Congrès où il s'efforça de démontrer que Bahro n'était pas emprisonné pour ses idées mais pour «divulgarion de secrets d'Etat». Un groupe maoïste orthodoxe distribua un tract sous le titre évocateur : «Du Congrès Vietnam de février 1968 au Congrès Bahro de novembre 1978 : du front unique anti-impérialiste au front unique anti-social-impérialiste». Disons, pour être généreux, que ces deux positions eurent peu d'échos parmi les participants au Congrès.

«Je poursuivrai mon chemin»

Rudolf BAHRO

De sa cellule où il purge actuellement une peine de huit ans de prison, Rudolf Bahro a pu faire sortir un message écrit à un compagnon d'infortune, message qui a été publié par l'hebdomadaire *Der Spiegel*

(dans son no 44, 1978), quelques semaines avant la tenue du Congrès international Bahro. Voici la traduction de ce message, émouvant par la force de caractère communiste dont il témoigne.

● Je te remercie pour ton initiative et ton appui - d'autant plus que notre couleur politique est fort différente, comme tu t'en rends sans doute compte, et que je n'appuierais sans doute pas les activités qui t'ont conduit en prison, si mes suppositions à cet égard sont fondées. J'étais et je reste un partisan résolu des fondements non-capitalistes de la RDA, que je ne regarde point exclusivement ni même principalement à travers les lunettes de la situation présente. Et, pour donner un autre exemple, mes réflexions ne sont pas non plus basées sur des catégories d'hostilité à l'égard de l'Union soviétique.

Mon but, c'est une discussion sur la base de ces fondements, qui ont besoin d'une superstructure politique et surtout idéologique profondément renouvelée. Ils en ont notamment aussi besoin, parce que de telles institutions (comme Prague 68 avait l'intention de les créer) faciliteraient les transformations anticapitalistes dans les pays capitalistes. Je place cela au début de ce message écrit, afin d'éviter tout malentendu entre nous.

Déjà avant (mon arrestation), ma façon de vivre était, du moins extérieurement, un peu monacale. Aussi bien mon livre que ma thèse ont été rédigés au cours de cinq années (1972-1977) exclusivement pendant mes loisirs, après un travail normal et à plein temps dans l'industrie. A ce propos, je préfère la cellule solitaire, naturellement, on devrait pouvoir mener des conversations, mais lorsqu'on le désire et avec qui on le désire. Je n'ai même pas besoin de travail (vis) pour m'occuper.

Tu juges correctement ma situation. Je suis en aussi bonne santé physique et mentale qu'on puisse l'être dans les conditions données. Dans la prison de Berlin, j'étais dans une cellule à deux, avec un économiste, et j'avais de la veine d'être tombé sur lui. C'est seulement au cours du dernier mois d'attente (avant le procès) que j'étais seul, et de cela aussi j'étais content.

Déjà à Berlin, j'ai lu et relu quelque 160 ouvrages, pour la plupart de la littérature mondiale. Depuis huit semaines, j'étudie le français. En ce moment, je lis enfin la Bible dans sa totalité. Mes préoccupations matérielles sont si modestes par habitude, qu'en principe, ce que je reçois me suffit. Ce qui me manque réellement, c'est la musique (au lieu du misérable haut-parleur), c'est-à-dire la musique de chambre du 17e au milieu du 18e siècle, et un peu plus tard pour les Tchèques. Et naturellement, quel prisonnier ne ressent pas l'absence d'être féminins (je ne suis point ascète) !

Pour résumer : je peux supporter plus ou moins productivement les sept années (de prison) qui «manquent» encore, si la situation ne se détériore pas. (J'ai, moi aussi, entendu cette menace à mots couverts, mais je crois qu'elle n'est que pression psychologique - ce qui est déjà suffisamment grave. En tous cas, j'ai été traité de manière correcte jusqu'ici, d'un point de vue formel).

Durant tous les interrogatoires, je n'ai eu aucun effondrement, je n'ai abandonné aucune de mes positions, même pas celle d'utiliser le «wagon plombé», sur laquelle se concentra leur feu. C'est-à-dire de permettre aux moyens bourgeois de diffusion massive de «transporter» mon idéologie. Je n'ai laissé aucun doute ni devant le tribunal ni ailleurs que je poursuivrai droit mon chemin.

En gros, ils ont contribué à organiser le succès de mon livre. Mes prétendus «gains» de 200 000 DM sont le seul produit de leurs calculs, puisque (l'hebdomadaire) «Der Stern» a écrit que 80 000 exemplaires ont été vendus. Entre-temps, il a déjà paru comme livre de poche. Encore cette année, des traductions paraîtront en cinq ou six langues. Mon livre parcourt le monde - qu'est-ce que je pourrais désirer de plus ?

Quant aux effets du livre, je n'ai connu jusqu'ici que les réactions bourgeoises en RFA et celles des «ultra-gauches». Est-ce qu'il est réellement vrai que les dirigeants,

ou du moins des dirigeants, des principaux partis eurocommunistes ont pris officiellement position sur mon cas ? Quand l'ont-ils fait ? Selon les nouvelles de l'ADN (agence d'information de la RDA), souvent mensongères, ils ne l'ont fait qu'après le procès. Est-ce qu'ils ont esquissé des positions quant au contenu de mon livre ? Est-ce qu'ils me considèrent comme un communiste avec lequel on peut discuter ?

J'ai toujours espéré, mais je n'en étais pas sûr, qu'ils le diraient, qu'ils discuteraient publiquement mes thèses - voilà ce qui était ma revendication. Et c'est justement ce que les dirigeants du SED ont cherché à empêcher en payant pour cela un prix fort élevé, en condamnant un livre à caractère théorico-politique en tant que «ramassis d'informations d'espionnage».

Il est vrai que j'ai réussi à découvrir, de manière plus approfondie que les tentatives faites auparavant, la nature de l'économie politique du socialisme tel qu'il existe réellement, et à révéler ainsi les obstacles immanents (dans ce socialisme) qui empêchent la percée vers le socialisme véritable. Mon livre a la structure suivante :

- I - Le phénomène de la voie non-capitaliste vers la société industrielle.
 - 1) Le communisme de Marx et la pratique du socialisme existant réellement.
 - 2) Les origines de la voie non-capitaliste.
 - 3) La Russie et l'URSS, du despotisme agraire au despotisme industriel (analysé en tant que processus nécessaire et inévitable).
- II - L'anatomie du socialisme existant réellement.
 - 4) Résumé des préconditions.
 - 5) Organisation sociale sur la base de l'ancienne division du travail (nous avons des «rapports de production de l'ancienne division du travail et de l'Etat» - les rapports de domination au cours du processus du travail sont le noyau qui subsiste même après que l'on ait abandonné la propriété privée capitaliste).
 - 6) Les couches sociales au sein du socialisme existant réellement.
 - 7) La quintessence de la classe ouvrière au-delà du capitalisme.
 - 8) Les forces motrices et leurs freins (résultant de la structure bureaucratique).
 - 9) Parti et bureaucratie (puisqu'il y a le contrôle de masse par en bas

n'a pas été réalisé - contrôle de la machine étatique par en haut, par le parti. De ce fait, le parti est devenu la bureaucratie contrôlée, un super-appareil d'Etat, avec comme résultat : domination de l'appareil du parti au sein du parti, perte totale de la force «spirituelle» inspiratrice.

- III - Concernant la stratégie d'une solution de rechange communiste (cette partie constitue presque la moitié du livre fort de 500 pages).
- 10) (L'axe de cette partie) Les problèmes et les perspectives de l'émancipation globale aujourd'hui (révolution non seulement des rapports de production capitalistes, mais de toute la civilisation industrielle développée depuis 1789, qui n'«apporte pas le bonheur», parce qu'elle sacrifie le déploiement de l'individualité à la «croissance» des quantités).
- 11) Le potentiel social d'une nouvelle transformation de la société (comment peut-on organiser les «intérêts émancipateurs», «la conscience résiduelle», contre les structures récupératrices des organisations ouvrières construites sur des modèles hiérarchiques ?)
- 12) L'organisation des communistes (à reconstituer en vue du processus d'émancipation !)
- 13-14) A propos de l'économie de la révolution culturelle (I et II conçues non de manière chinoise mais d'après le marxisme en général).

J'ai essayé d'analyser le socialisme existant réellement de la même manière que Marx avait analysé le capitalisme : en tant que formation sociale, en tant que système d'ensemble né nécessairement, «fonctionnant» réellement, et qu'il faut dépasser. Les points de départ avaient été marqués vers la fin des années 60, la décision de la confrontation est venue le 21 août 1968 (date de l'invasion de la République socialiste tchécoslovaque par les armées du Pacte de Varsovie).

C'est seulement en automne 1977, lorsque j'étais sur le point d'achever le livre, que j'ai établi les premiers contacts indirects avec l'Occident (et ce seulement avec la maison d'édition «Europäische Verlagsanstalt», EVA, qui appartient à la Confédération des syndicats allemands DGB). Personne d'étranger n'a influencé une virgule de mon manuscrit. Comme j'étais prêt à propager mes idées, la EVA a organisé un mois et demi avant la parution du livre des contacts avec «Der Spiegel» et avec les chaînes de télévision ARD et ZDF (première et deuxième chaînes de la TV ouest-allemande), à savoir leurs correspondants accrédités ici. Voilà tout ce que j'ai fait. Tout le reste est mon propre travail, qui a le tort de toucher de trop près les points qui

font mal et sur lesquels on ne peut pas discuter (en l'absence d'arguments efficaces !).

L'ampleur de l'impact de ce livre provient du fait qu'il s'agit manifestement d'un «cri du cœur». Je suis né en 1935 en Basse-Silésie, dans les montagnes d'Iser (évidemment en faveur de la Pologne d'aujourd'hui !). Entre 1954 et 1959, j'ai étudié la philosophie,

j'ai rédigé des journaux («Forum»), j'étais rédacteur-en-chef adjoint, fonction dont je me suis fait démettre volontairement en 1967. J'ai aussi travaillé pendant quelques années dans l'appareil syndical (syndicat des scientifiques), puis, à partir de 1967, j'ai fait du travail de spécialiste dans l'industrie, dernièrement en position de cadre moyen - en plus de mon travail véritable.

LA RESOLUTION FINALE DU CONGRES DE BERLIN

Les participants au premier congrès international pour et sur Rudolf Bahro, qui s'est tenu à Berlin-Ouest du 16 au 19 novembre, expriment une nouvelle fois leur réprobation face à sa condamnation par la justice est-allemande au cours d'un procès d'opinion secret à l'occasion duquel il ne lui fut pas possible de se défendre. Ils exigent sa libération immédiate.

Rudolf Bahro s'efforce d'appliquer la méthode marxiste et son appareil conceptuel à l'analyse des sociétés d'Europe de l'Est et d'indiquer la voie d'un changement socialiste. Que nous soyons d'accord ou non avec ses thèses, ou tel ou tel aspect de son œuvre, il reste que son livre représente la contribution politique et scientifique importante d'un marxiste et d'un communiste critique. Avec son livre «la solution de rechange», il a de façon essentielle contribué à faire apparaître le socialisme comme une perspective réelle et à rendre possible de véritables changements. C'est pour cela qu'il incarne, comme Robert Havemann, les espoirs d'un grand nombre d'hommes à l'Est et à l'Ouest. Nous discutons et manifestons pour et sur Rudolf Bahro parce que nous sommes pour le socialisme. Le socialisme et la démocratie sont inséparables. La solidarité avec Rudolf Bahro signifie pour nous la solidarité avec tous les prisonniers politiques et avec tous ceux qui sont réprimés du fait de leurs convictions politiques ou religieuses dans les pays d'Europe de l'Est. Mais comme le montrent les nombreuses interdictions professionnelles, et autres formes d'atteintes aux libertés démocratiques en RFA et à Berlin-Ouest, ceux qui pensent comme Bahro rencontrent dans ce pays des difficultés quand ils veulent développer et défendre leurs idées et leurs conceptions d'un développement social alternatif.

Pour cette raison, nous considérons comme l'évidence qu'il faut lutter contre toute répression politique pour la réalisation des droits de l'homme et des droits sociaux et pour une amnistie générale de tous les prisonniers politiques dans le monde entier. Les participants à ce congrès international, syndicalistes, communistes, socialistes indépendants, socialistes et sociaux-démocrates venus de pays différents d'Europe de l'Est et de l'Ouest ont débattu dans un dialogue ouvert pendant ces trois derniers jours de l'œuvre de Rudolf Bahro.

Indépendamment de la façon dont ils se situent dans le combat quotidien, ils ont essayé de faire de ce congrès un exemple. Nous réaffirmons la volonté de poursuivre entre nous la discussion et l'échange des informations afin de développer le travail de solidarité avec Rudolf Bahro et de le renforcer. Rudolf Bahro a exprimé l'espoir que son livre soit discuté et débattu de façon critique.

Nous ne pouvons que reprendre à notre compte cet espoir et en appeler à la responsabilité morale et politique de toutes les organisations de gauche.

Nous invitons l'opinion publique mondiale démocratique, en particulier les différentes organisations politiques, religieuses et syndicales et les courants du mouvement ouvrier comme les organisations de jeunesse et les organisations étudiantes, nous les invitons à tout entreprendre pour renforcer la pression pour la libération de Rudolf Bahro en RDA. Ceci ne sera possible que si ce congrès est suivi par de nouvelles initiatives internationales. Dans ce contexte, le mouvement syndical international devra jouer un rôle particulier.

PSI, PCI, PSOE, Listy, IV^e Internationale, PDUP-Manifesto, Comités Bahro, Comité Biermann Paris.





Femmes

Le mouvement des femmes en Inde

Les partis indiens de gauche ne veulent pas poser les questions cruciales posées aux femmes : double exploitation, chauvinisme mâle, position dans la famille et dans l'Etat. Mais l'urbanisation en cours, les discussions multipliées depuis 1975 - l'année de la femme -, l'organisation naissante des ouvrières, permettent de voir clairement les changements s'affirmer.

Vithuti PATEL
Jayatai SINGH

● Pour comprendre le mouvement des femmes en Inde, il faut remonter à ce qu'on a appelé le « Mouvement de renaissance », qui a débuté à la fin du XIXe siècle. C'est alors que pour la première fois, des gens instruits ont impulsé un élan humanitaire contre la coutume atroce du *Sati* (qui oblige la femme à se jeter dans le bûcher où brûle le cadavre de son mari). En outre, le *Brahma-Samaj* au Bengale, l'*Arya-Samaj* au Pendjab et dans l'Uttar Pradesh, et d'autres mouvements de réformes sociales, ont aussi commencé à faire de la propagande active en faveur du remariage des veuves et de l'instruction pour les jeunes. Tous les réformistes étaient violemment opposés au mariage des enfants. Au début du XXe siècle, de nombreuses écoles pour filles ont été ouvertes. En raison de l'opposition énergique du secteur orthodoxe de la société, les réformistes sociaux ont connu beaucoup de difficultés dans leur vie personnelle. Mais ce mouvement était surtout actif dans la classe moyenne instruite des villes.

Au début des années trente, alors que le mouvement de libération anti-impérialiste était en plein essor, des milliers de femmes ont cessé de pratiquer le *pardah* (qui suppose que les femmes se couvrent le visage de leur sari ou d'un voile) et ont rejoint le mouvement contre la coopération et dans quelques régions le mouvement anti-

alcoolique. Elles ont commencé à participer à des manifestations, sous la direction du *Mahatma Gandhi*. C'était une grande brèche dans le statut des femmes en Inde. Les femmes quittaient les quatre murs de leur maison pour s'intéresser aux problèmes sociaux. Au Bengale et dans l'Uttar Pradesh, des femmes ont aussi rejoint la lutte armée menée par des groupes isolés de patriotes dévoués. Des femmes instruites ont créé le Congrès des femmes de toute l'Inde (*All India Women's Congress*), mouvement composé de femmes des couches sociales supérieures. Cette organisation menait la lutte contre les tabous sociaux maintenant les femmes dans une position arriérée et faisait aussi campagne en faveur du vote des femmes. Sous la direction des partis de gauche, des femmes ont participé au mouvement de *Tribhaga* (le soulèvement des métayers dans la partie rurale du Bengale) entre 1942 et 1946. Mais la lutte était surtout limitée aux problèmes économiques. Un grand nombre de femmes ont affronté la répression policière et se sont héroïquement organisées, mais aucune d'entre elles n'a remis en question la surexploitation, la double responsabilité de l'oppression sociale pesant sur les femmes à la maison et aux champs, ni la suprématie du mâle dans la famille. C'est pourquoi aucune femme mariée n'a pu être dirigeante du mouvement. La direction était surtout aux mains des veuves, qui étaient

relativement plus libres que leurs sœurs mariées.

Après 1942, quand le mouvement nationaliste a atteint son point culminant, des milliers de femmes ont peuplé les prisons et ont été blessées à la suite d'une charge brutale aux *lathis* (longs bâtons manipulés par la police) de la police britannique. C'est pourquoi même Gandhi a dû dire que « le rôle que les femmes indiennes ont joué sera écrit en lettres d'or ».

Mais dès que l'Indépendance nationale contre l'impérialisme britannique a été obtenue, les femmes ont cessé de s'intéresser aux problèmes sociaux. En effet, le mouvement nationaliste n'a pas donné beaucoup d'importance aux problèmes spécifiques de l'oppression des femmes. C'est pourquoi la participation des femmes au mouvement n'était pas liée à leur sensibilité face au problème principal posé par leur position dans la société. Les dirigeants masculins du mouvement avaient une attitude partemaliste envers les femmes.

C'est pourquoi, avant l'Indépendance, les femmes étaient l'objet de « l'humanitarisme », du mouvement réformiste et du mouvement pour l'indépendance nationale. Elles n'avaient rien à dire dans la détermination de leur destinée, et leur « élévation » était réalisée par leurs partenaires masculins - généreux et paternels.

En Inde, l'économie capitaliste de marché a également eu un impact sur le statut des femmes. Le processus d'urbanisation et d'industrialisation, bien que très lentement, brise le système familial, et donne aux femmes relativement plus de liberté. Dans les zones urbanisées, les femmes de la classe moyenne participent à la production sociale. Dans les banques, le secteur public, les services, les professions d'institutrices et d'infirmières, la participation des femmes augmente. En même temps, dans le prolétariat industriel et agricole, la participation des femmes au travail diminue, en raison de l'accroissement général de l'armée de réserve du travail. Elle est passée de 33,7% lors du recensement de 1911 à 23,3% lors de celui de 1951. En 1961 elle était de 28%, ainsi qu'en 1971. Dans l'industrie textile, il y a eu un déclin terrible du nombre de femmes ouvrières, car les capitalistes, lorsqu'ils emploient des femmes, sont obligés de garantir le congé de maternité, des crèches, et d'autres avantages. Quand les vieilles femmes partent à la retraite, on ne les remplace pas par de jeunes femmes, mais par des hommes. Il n'y a donc pas de retrait des femmes du travail au niveau formel, mais le résultat pratique est le même. Les employeurs ne voient donc pas augmenter le mécontentement chez les travailleuses. Même si elles ne sont pas satisfaites, elles ne mènent aucun combat contre leur exploitation et leur oppression. En raison de la législation protectrice concernant les femmes, interdisant de les employer dans les équipes de nuit, les employeurs n'embauchent pas de femmes du tout. Dans la petite industrie, où les lois sur le travail ne sont pas respectées, un grand nombre de femmes trouvent du travail pour un salaire de 3 roupies par jour, ou de 5 à 6 roupies par jour. Même après avoir travaillé pendant cinq ou sept ans, elles restent une main-d'œuvre d'appoint, et peuvent facilement être renvoyées si elles élèvent la voix contre leur exploitation. Pour garder son travail, la prostitution est aussi un phénomène bien connu. Les

rapports sur la situation des femmes rappellent la description donnée par Upton Sinclair des travailleuses de l'abattoir de Chicago dans « *Jungle* ».

A la campagne, la pénétration croissante du mode de production capitaliste a accru le pourcentage du prolétariat rural. De 1961 à 1971, le pourcentage des ouvriers agricoles par rapport à l'ensemble de la main-d'œuvre agricole est passé de 24,04% à 38,04%. Mais dans le même temps, les femmes ouvrières agricoles passaient de 45,04% à 38,40% de l'ensemble des ouvriers agricoles. Les femmes de ce secteur sont en grande majorité *Dalit* ou *Adivasi* (c'est-à-dire membres des tribus); il en est de même pour les travailleuses des plantations. Bien que les hommes et les femmes travaillent le même nombre d'heures, leurs salaires sont différents. Les femmes travaillant dans l'agriculture et dans les plantations gagnent en moyenne d'une roupie et demie à trois roupies par jour, pour douze heures de travail, et doivent en plus endurer les agressions sexuelles et l'humiliation.

Le taux de chômage est plus élevé chez les femmes. C'est pourquoi cette année, la commission du Plan a dû exprimer le problème et suggérer des moyens pour les résoudre, comme il est dit dans le projet de Plan pour 1978-1983. En plus du chômage actuel des femmes, qui est de l'ordre de 8 à 14 millions de personnes, 9 millions de travailleuses risquent d'entrer dans le marché de l'emploi dans les prochaines années. Dans la plupart des cas, en raison de leur retard social et culturel, les femmes ne cherchent pas de travail si elles n'y sont pas obligées économiquement.

Le taux d'alphabétisation des hommes est de 39,45%. Celui des femmes est beaucoup plus bas : 18,72%. D'autre part, le taux de mortalité des femmes est très élevé par rapport à celui des hommes.

Le nombre de femmes par rapport au nombre d'hommes diminue : en 1901, il y avait

972 femmes pour 1000 hommes, en 1951, 946, et en 1972, il n'y en avait plus que 930. On ne s'occupe pas aussi bien des petites filles que des petits garçons. Les chances pour une fille d'obtenir une éducation sont maigres, surtout dans les zones rurales.

Sur le papier, beaucoup de droits et d'avantages sont accordés aux femmes, mais en réalité ils ne sont pas appliqués en raison du taux élevé d'analphabétisme, du maintien de l'idéologie féodale et du manque de conscience sociale. Par exemple, on peut librement se procurer des contraceptifs et avoir la possibilité d'avorter, mais cela reste inutilisé par la majorité de la population. Il en est de même de la loi sur le divorce et de la loi pour la propriété des femmes. Les femmes n'ont jamais lutté pour obtenir ces droits. Le gouvernement, afin de maintenir la conscience des femmes dans un état arriéré, a octroyé certaines lois de façon paternaliste, mais en réalité aucun de ces droits n'est véritablement appliqué.

Dans les zones rurales, le système familial et le système des castes règnent encore largement et maintiennent le *statu quo* et l'oppression des femmes. Par exemple, dans la plupart des émeutes entre castes, les agressions sexuelles contre les femmes, le viol, l'humiliation et les injures font partie de la terreur imposée aux masses. De plus, une femme qui n'a pas d'enfant après deux ou trois ans de mariage est persécutée par sa famille et rejetée par tout le monde. Il est aussi évident que des normes différentes existent pour les hommes et les femmes en ce qui concerne la vie sexuelle.

Les femmes indiennes se heurtent aux formes les plus extrêmes de l'oppression. La position subordonnée et dégradante des femmes est ressentie encore plus intensément en raison des normes traditionnelles et des tabous en vigueur dans une société comme celle de l'Inde. Certains de ces tabous sont des coutumes comme la

dot, le *pardah*, le mariage des enfants, etc. Jusqu'à maintenant, une partie des femmes militantes ont dit qu'il était nécessaire de se battre d'abord contre ces formes «féodales» de l'exploitation, afin de pouvoir ensuite demander un salaire égal pour un travail égal, de meilleures conditions de travail, etc., c'est-à-dire revendiquer l'égalité. Considérer ces deux luttes comme différentes, c'est créer une séparation entre les revendications sociales et économiques. Nous devons donc être capables non seulement de lutter contre les attitudes traditionnelles envers les femmes, mais aussi de combattre pour la suppression de la discrimination économique et sociale sous toutes ses formes.

Dans les villes, des changements significatifs ont lieu au niveau des attitudes et des modèles culturels, particulièrement en ce qui concerne les habits, la mode, et l'attitude libérale envers les femmes. Il y a eu beaucoup d'organisations de femmes dans les couches sociales moyennes et supérieures. Elles sont très occupées par des concours de beauté, de mode, de cuisine, et parfois elles discutent des problèmes des maîtresses de maison de la classe moyenne, et de ceux des femmes qui travaillent. Il existe une pléthore de magazines féminins, mais ils ne discutent guère des problèmes des femmes ouvrières pauvres, des travailleuses agricoles, etc. Aucun d'entre eux ne remet en question l'ordre social actuel.

Les partis indiens de gauche ont traité la question des femmes d'une façon très superficielle. Ils ont toujours considéré les femmes comme une force auxiliaire à utiliser pour obtenir des voix aux élections, et dont il fallait éviter qu'elles ne deviennent des briseuses de grèves, dans le cas où elles travaillent. Ils ne veulent pas poser les questions de la double exploitation des femmes, du chauvinisme mâle, de leur position dans la famille et dans l'Etat. Ils pensent que ces problèmes se résoudre automatiquement avec

l'établissement du socialisme. Dans les syndicats, aucun effort n'est fait pour politiser les travailleurs, et encore moins les travailleuses. Tout ce qui les intéresse, c'est de réunir des adhésions. Les luttes militantes des femmes ne s'expriment pas dans les partis de gauche, ce qui fait que ces partis ne considèrent les revendications des femmes qu'en tant que revendications de classe, c'est-à-dire ne prennent en compte que le combat contre l'exploitation économique. Ils ne s'occupent jamais des problèmes spécifiques des femmes comme la division sexuelle du travail dans les usines, les champs et à la maison, la question des crèches, les possibilités de nourriture à bon marché, le problème des femmes battues, celui de la prostitution des travailleuses pour garder leur emploi, etc., qui sont considérés par les travailleuses comme des problèmes personnels.

Mais à la fin des années 60, une agitation paysanne croissante a obligé le CPI (*Communist Party of India* - Parti communiste indien), le CPM (*Communist Party Marxist* - Parti communiste marxiste) (1) et les Naxalites, à organiser aussi les femmes. Avant cela les partis staliniens faisaient du travail réformiste parmi les femmes. Mais les luttes militantes spontanées des femmes de la campagne et des ouvrières agricoles les ont obligées à reprendre les revendications spécifiques des femmes de ces zones. Elles ont leur base en Andhra Pradesh, au Kerala, au Maharashtra, au Bengale occidental et dans beaucoup de zones tribales. En 1974, l'Organisation progressiste des femmes (POW) a été créée à la suite du mouvement des étudiants, et des étudiantes la dirigeaient. Cette organisation militait contre l'exploitation spécifique et l'oppression sociale. Sa campagne la plus populaire a été menée contre la pratique de la dot. De plus, dans les campagnes du Maharashtra, les femmes ont fait preuve d'un esprit militant inhabituel. Leurs principales revendications sont le «droit au travail» et «à travail égal, salaire égal».

En 1974, dans les villes comme Bombay, Baroda, et certaines villes du Madhya Pradesh, l'Organisation des femmes contre l'inflation a vu le jour et des milliers de femmes ont manifesté avec des assiettes en métal et des rouleaux à pâtisserie. Elle se développe principalement dans les couches moyennes et chez les femmes travailleuses. C'est surtout les problèmes des consommatrices qui sont posés. Les femmes luttent aussi contre l'expulsion de leurs taudis.

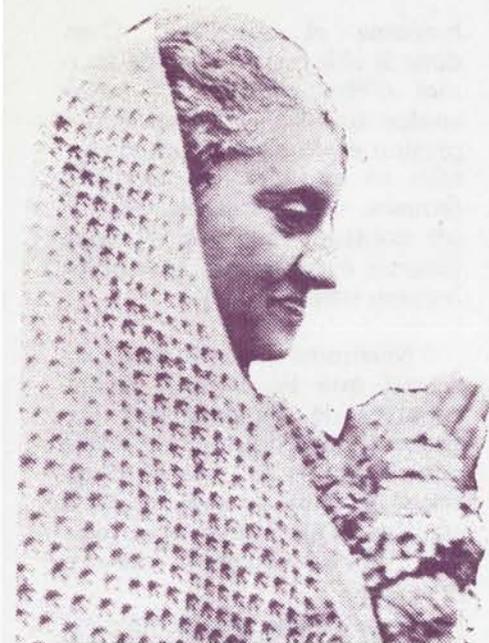
Dans quelques zones rurales du Maharashtra, le Mouvement anti-alcoolique est également devenu très populaire. Les femmes ouvrières agricoles ont cassé toutes les bouteilles et «boycotté» les ivrognes. Le problème de l'alcoolisme doit être ici envisagé dans le contexte des femmes battues.

En 1975, lors de l'Année de la femme, la question des femmes a été posée dans un grand nombre de centres urbains, à la fois par des groupes de femmes bourgeoises et par la gauche. Beaucoup de séminaires et de groupes de discussion se sont tenus. Des efforts ont aussi été faits pour organiser les femmes de la classe ouvrière. 4000 femmes musulmanes ont également tenu une conférence. Une procession contre la vente des prostituées du temple (qui sont considérées comme la propriété

conférences sur la libération des femmes

Alexandra
Kollontai





Indira Gandhi

150 villages. Au Maharashtra, des femmes de gauche ont tenté de faire sortir un bi-mensuel en langue mahrahi. Pendant l'Etat d'urgence, toutes les activités des femmes soit ont été interdites, soit ont vu diminuer leur force d'expression publique. La campagne contre la stérilisation forcée a également été prise en charge par un grand nombre de groupes de femmes.

Pendant les dix-huit derniers mois, dans presque toutes les grandes villes de l'Inde, les femmes de gauche, en dehors des partis de gauche traditionnels, ont activement discuté sur les perspectives du mouvement de libération des femmes en Inde. Il en sort beaucoup de textes écrits. Des journaux de femmes offrant une perspective indépendante de la classe ouvrière obtiennent une popularité croissante. Certains de ces groupes essaient de prendre contact avec des femmes du prolétariat urbain et rural. Des problèmes comme le viol, ou les agressions sexuelles sont également posés, et les possibilités de combattre de tels fléaux sont examinées.

Récemment, la manifestation organisée par le POW contre la vente des femmes aux musulmans s'est heurtée à la répression policière. Pendant l'Etat d'urgence, toutes les dirigeantes de cette organisation ont été mises en prison et torturées brutalement par la police. De plus, nous pensons aussi mettre sur pied une campagne contre le viol. La fréquence des viols augmente à un taux scandaleux. La connivence de la police avec les violeurs est un phénomène courant: récemment, une femme musulmane a été violée par des policiers, et cela a créé beaucoup d'agitation parmi les masses dans l'Andhra Pradesh. Des milliers d'étudiants, hommes et femmes, ont lancé des pierres sur le commissariat

de police. Ils ont sequestré le commissaire et d'énormes manifestations ont eu lieu contre de tels crimes.

La plupart des problèmes des femmes ne sont pas popularisés. C'est pourquoi on n'a pas de tableau général du mouvement des femmes en Inde. Mais actuellement des lettres ouvertes sont publiées et des centres d'information commencent à se créer à Bombay. La propagation des informations sur la lutte des femmes en sera donc facilitée.

LA SPECIFICITE DES PROBLEMES DES FEMMES INDIENNES

Les femmes dans leur ensemble sont opprimées en tant que sexe. Néanmoins, les femmes de la classe ouvrière ont à lutter plus intensément contre leur oppression que les femmes bourgeoises. Ici, la pauvreté des masses et les questions fondamentales de la survie sont si graves que l'accent doit être mis sur les problèmes de la couche la plus pauvre, c'est-à-dire des femmes de la classe ouvrière. Les limites de classe des femmes bourgeoises les empêchent de fai-

de tous les hommes et ne pourront jamais se marier parce qu'elles sont supposées être les servantes de Dieu) a aussi été organisée par de jeunes groupes révolutionnaires. La même année, le CPM a organisé l'Atelier des femmes de toute l'Inde au Kerala, où beaucoup de femmes militantes et des universitaires étaient invitées. Plusieurs sont venues de l'étranger, dont Joan Robinson, une économiste connue, mais la plupart des participantes ont été révoltées par le dogmatisme et le sectarisme des organisateurs, et par leur chauvinisme mâle. Les dirigeants du CPM ont essayé d'exercer la direction du stage et de le concentrer principalement sur l'exploitation économique des femmes, alors que les militantes du mouvement des femmes voulaient aussi mettre l'accent sur des problèmes sociaux comme les femmes battues, la division du travail, les valeurs féodales opprimant les femmes, la double journée de travail, la dot, etc.

De cela nous pouvons déduire que les fondations du mouvement des femmes en Inde ont été posées pendant cette période. Parmi les groupes de gauche, les femmes se sont ensuite consacrées sérieusement à ces problèmes. Dans l'Uttar Pradesh, un groupe a tenté d'organiser les femmes sans emploi de



re de leur lutte spécifique un combat général, c'est-à-dire une lutte à caractère de classe dirigée contre leur société. Seules les femmes de la classe ouvrière pourront généraliser leurs luttes à partir de l'oppression spécifique à laquelle elles se heurtent. Nous ne pouvons diriger notre activité ou notre mobilisation vers toutes les femmes, mais plutôt, alors que nous mettons en avant les problèmes spécifiques des femmes, nous attendre à ce que les bourgeoises participent au mouvement en tant qu'individus et non en tant que classe.

En Inde, nous avons déjà vu l'essor récent des groupes de femmes. Bien qu'ils soient principalement dominés par des petites-bourgeoises, ils reflètent la période du mouvement elle-même. En effet, quand il y a des luttes générales, les femmes

jouent le rôle principal, et c'est à travers ces luttes que les femmes ont commencé à poser leurs problèmes spécifiques. Il est devenu absolument essentiel que des groupes autonomes de femmes se forment. Il est important que les femmes puissent progresser en force et en conscience. Jusqu'à présent les partis de gauche ont considéré la question des femmes comme faisant partie d'une lutte générale. C'est pourquoi le problème de l'oppression spécifique des femmes est laissé à l'arrière-plan. Ceci à son tour se reflète dans l'attitude de nombreux camarades du parti envers les femmes. Le combat pour la prise du pouvoir d'Etat par le prolétariat n'est pas une vague revendication abstraite; on doit lutter pour cela au jour le jour. C'est seulement par une telle lutte qu'on pourra poser les fondations d'une société plus

humaine et socialiste. C'est donc le rôle des groupes de femmes d'être capables de lutter contre toutes les formes d'oppression et d'inégalité auxquelles elles se heurtent en tant que femmes, d'être capables de lutter contre toutes les relations inégales entre les hommes et les femmes dans la société.

Néanmoins, il est aussi essentiel que les femmes soient capables de dépasser leur oppression spécifique et de lutter contre toutes les formes d'oppression dans la société. Cela signifie qu'elles devront se joindre à la classe ouvrière dans son ensemble.

NOTE

1) Voir l'article sur les deux PC indiens dans «Inprecor» numéro 30, du 8 juin 1978.

Document

Le troisième tome des oeuvres de Trotsky est paru (1)

L'Institut Léon Trotsky continue activement les activités dont nous avons rendu compte dans nos numéros 28, 29 et 36. Il vient de publier aux EDI (Editions et Documentation Internationale, 29 rue Descartes, 75005 Paris), le tome III des Oeuvres de Trotsky. De ce volume qui couvre la période novembre 1933/avril 1934, nous extrayons les «bonnes feuilles» ci-dessous qui donnent un vaste tableau de la situation du mouvement ouvrier européen au lendemain de la défaite allemande.

● Je veux énoncer quelques considérations générales sur la situation politique de l'Europe et sur les tâches qui en découlent pour l'avant-garde prolétarienne. Ce qui va être dit concerne également la Belgique dans la mesure où la crise générale du capitalisme, la croissance du fascisme et le danger de guerre impriment leur marque décisive sur la vie intérieure de tous les pays d'Europe.

La victoire du national-socialisme en Allemagne a mené, dans les autres pays européens, au renforcement au sein du prolétariat, non des tendances communistes, mais des tendances démocratiques. Nous le voyons sous une forme particulièrement claire, par exemple en Angleterre et en Norvège. Mais, sans aucun doute, le même processus

se produit également dans un certain nombre d'autres pays. Il est très probable, en particulier, que la social-démocratie en Belgique passera au cours de la prochaine période par une nouvelle montée politique. Que le réformisme soit le pire frein de l'évolution politique et que la social-démocratie soit vouée à l'effondrement, c'est pour nous l'ABC. Mais rien que l'ABC, c'est peu. Il faut savoir discerner les étapes concrètes du processus politique. Dans le déclin historique général du réformisme comme du capitalisme, il y a des périodes inévitables de montée temporaire. Une lampe, avant de s'éteindre, se rallume parfois très vivement.

La formule *fascisme ou communisme* est absolument juste, mais seulement en dernière

analyse. La politique fatale de l'I.C. soutenue par l'autorité de l'Etat ouvrier a non seulement compromis les méthodes révolutionnaires, mais encore donné à la social-démocratie, souillée de crimes et de trahisons, la possibilité de lever de nouveau au-dessus de la classe ouvrière le drapeau de la démocratie comme celui de son salut.

Des dizaines de millions d'ouvriers sont alarmés jusqu'au tréfonds de leur conscience par le danger du fascisme. Hitler leur a montré de nouveau ce que signifiait l'écrasement des organisations ouvrières et des droits démocratiques élémentaires. Les staliniens affirmaient, au cours des dernières années, qu'entre le fascisme et la démocratie il

n'y a aucune différence, que le fascisme et la social-démocratie sont des frères jumeaux (2). Les ouvriers du monde entier se sont convaincus, par l'expérience tragique de l'Allemagne, de la criminelle absurdité de tels discours. D'où le déclin prochain des partis staliniens dans des conditions exceptionnellement favorables pour l'aile révolutionnaire. D'où, aussi, les aspirations des ouvriers à se cramponner à leurs organisations de masse et à leurs droits démocratiques. Grâce à dix années de politique criminelle de l'I.C. stalinisée, le problème se pose devant la conscience de millions d'ouvriers, non sous la forme de l'antithèse décisive : *dictature du fascisme ou dictature du prolétariat*, mais sous la forme de l'alternative beaucoup plus primitive et beaucoup moins nette : *fascisme ou démocratie*.

Il faut prendre la situation politique, qui constitue notre point de départ, telle qu'elle est, sans se faire aucune illusion. Nous restons évidemment fidèles à nous-mêmes et à notre drapeau : toujours, et dans toutes les conditions, nous disons qui nous sommes, ce que nous voulons, et où nous allons. Mais nous ne pouvons imposer mécaniquement notre programme aux masses. L'expérience des staliniens à ce sujet est suffisamment éloquente. Au lieu d'accrocher leur locomotive au train de la classe ouvrière et d'accélérer son mouvement en avant, les staliniens lancent leur locomotive à coups de sifflets stridents à la rencontre du train du prolétariat, entravent son mouvement en avant, et parfois se heurtent à lui, et, dans ce cas, il ne reste que des morceaux de la petite locomotive. Le résultat d'une telle politique est là : dans plusieurs pays, le prolétariat est devenu la victime sans défense du fascisme, dans d'autres, il est rejeté en arrière sur les positions du réformisme.

Il ne peut évidemment pas être question d'une régénération sérieuse et durable du réfor-

misme. Il s'agit à proprement parler, non pas du réformisme au sens large du mot, mais des aspirations des ouvriers à défendre leurs organisations et leurs «droits». De ces positions purement défensives et conservatrices, la classe ouvrière peut et doit, dans le processus de la lutte, passer à une offensive révolutionnaire sur toute la ligne. L'offensive doit à son tour rendre les masses prêtes à accepter les grandes tâches révolutionnaires et, par conséquent, notre programme. Mais, pour y arriver, il faut d'abord savoir traverser la période défensive qui s'ouvre actuellement, avec les masses, dans leurs premiers rangs, sans se dissoudre en elles, mais aussi sans s'en détacher (3).

Les staliniens - et leurs pitoyables imitateurs, les brandlériens - ont frappé d'interdiction les mots d'ordre démocratiques pour tous les pays du monde, pour l'Inde, qui n'a pas encore accompli sa révolution nationale libératrice, pour l'Espagne, où l'avant-garde prolétarienne a encore à trouver la voie de la transformation de la révolution bourgeoise rampante en révolution socialiste, pour l'Allemagne, où le prolétariat, brisé et réduit en poussière, est privé de tout ce qu'il avait conquis pendant le siècle dernier, pour la Belgique, dont le prolétariat ne détourne pas les yeux de la frontière orientale, et, étouffant la profonde défiance qu'il a dans le cœur, soutient le parti du «pacifisme démocratique» de Vandervelde (4) et Cie. Cette négation pure et simple des mots d'ordre démocratiques, les staliniens la déduisent abstraitement des caractéristiques générales de notre époque, qui est celle de l'impérialisme et des révolutions socialistes. Il n'y a pas un grain de dialectique dans cette façon de poser la question ! Les mots d'ordre et les illusions démocratiques ne se suppriment pas par décret. Il faut que la masse les traverse et les élimine dans

l'expérience des combats. La tâche de l'avant-garde est d'attacher sa locomotive au train des masses. Dans la position de défensive actuelle de la classe ouvrière, il faut trouver des éléments dynamiques, il faut mettre les masses dans l'obligation de tirer les conclusions de leurs propres principes démocratiques, il faut approfondir et étendre le champ de lutte. C'est dans cette voie également que la quantité se changera en qualité.

Rappelons encore une fois qu'en 1917, alors que les bolcheviks étaient déjà incomparablement plus forts qu'aucune section de l'I.C. d'aujourd'hui, ils continuaient d'exiger la convocation le plus vite possible de l'assemblée constituante, l'abaissement de la limite d'âge électoral, les droits électoraux pour les soldats, l'éligibilité des fonctionnaires, etc. Le principal mot d'ordre des bolcheviks, «Tout le pouvoir aux soviets» signifiait d'avril à septembre 1917 «Tout le pouvoir aux social-démocrates (mencheviks et social-révolutionnaires)». Quand les réformistes conclurent une coalition gouvernementale avec la bourgeoisie, les bolcheviks lancèrent le mot d'ordre : «A bas les ministres capitalistes !». Cela signifiait encore une fois : «Ouvriers, forcez les mencheviks et les social-révolutionnaires à prendre entre leurs mains tout le pouvoir» ! L'expérience politique de la seule révolution prolétarienne victorieuse est défigurée et faussée par les staliniens au point d'en être méconnaissable. Ici aussi, notre tâche est de rétablir les faits et de tirer les conclusions indispensables pour aujourd'hui.

Nous, bolcheviks, nous pensons que, pour se sauver réellement du fascisme et de la guerre, il faut la prise révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de la dictature prolétarienne. Vous, ouvriers socialistes, vous n'êtes pas d'accord pour vous engager dans cette voie. Vous espérez

non seulement préserver l'acquis, mais encore progresser par les voies de la démocratie. Bien. Tant que nous ne vous aurons pas convaincus et amenés vers nous, nous serons prêts à faire avec vous cette route jusqu'au bout. Mais nous exigeons que le lutte pour la démocratie, vous la meniez, non en paroles, mais en actes. Tous reconnaissent - chacun à sa manière - que, dans les conditions actuelles, il faut un pouvoir «fort». Forcez donc votre parti à engager la lutte véritable pour un Etat démocratique fort. Pour cela, il faut avant tout extirper les restes de l'Etat féodal. Il faut donner le droit de vote à tous les hommes et femmes de plus de dix-huit ans, soldats compris. Concentration complète des pouvoirs exécutif et législatif dans une Chambre unique ! Que votre parti lance une sérieuse campagne sur ces mots d'ordre, qu'il dresse sur leurs jambes des millions d'ouvriers, que, par la poussée des masses, il prenne le pouvoir ! Ce serait en tout cas une tentative sérieuse pour lutter contre la guerre et le fascisme. Nous, bolcheviks, nous conserverions le droit d'expliquer aux ouvriers l'insuffisance des mots d'ordre démocratiques, nous ne pourrions prendre sur nous de responsabilité politique pour le gouvernement social-démocrate, mais nous vous aiderions honnêtement dans votre lutte pour un tel gouvernement, et avec vous, nous repousserions toutes les

attaques de la réaction bourgeoise. Plus encore, nous nous engagerions devant vous à ne pas entreprendre d'actions révolutionnaires qui sortiraient des limites de la démocratie (de la véritable démocratie), tant que la majorité des ouvriers ne se serait pas mise consciemment du côté de la dictature révolutionnaire.



Telle doit être au cours de la prochaine période notre attitude vis-à-vis des ouvriers socialistes et sans parti. En occupant avec eux, comme point de départ, la position de défense démocratique, il nous faut, dès le début, donner à cette défense un caractère prolétarien sérieux. Il faut nous dire fermement que nous ne permettrons pas que se répète ce qui s'est passé en Allemagne. Il faut que chaque ouvrier avancé se pénètre totalement de

cette pensée : ne pas permettre au fascisme de lever la tête. Il faut entourer, pas à pas, et avec persévérance, les Maisons du Peuple, les rédactions et les clubs, de l'anneau de la résistance prolétarienne. Il faut entourer avec autant de persévérance tous les foyers de fascisme (rédactions de journaux, clubs, casernes fascistes, etc.) de l'anneau du blocus prolétarien. Il faut conclure des accords de combat entre les organisations ouvrières politiques, syndicales, culturelles, sportives et autres, pour des actions communes en vue de la défense de toutes les institutions de la démocratie prolétarienne. Plus ce travail aura un caractère sérieux et réfléchi, et moins il sera criard et vantard, plus il conquerra rapidement la confiance des masses prolétariennes en commençant par la jeunesse, et plus sûrement il conduira à la victoire.

C'est ainsi que nous nous présentons les grandes lignes d'une politique véritablement marxiste dans la prochaine période. Cette politique revêtira assurément des formes diverses dans les différents pays d'Europe, en fonction des circonstances nationales. Suivre avec attention les modifications de la situation et celles qui se produisent dans la conscience des masses, lancer à chaque nouvelle étape les mots d'ordre qui découlent de l'ensemble de la situation - telle est la tâche de la direction révolutionnaire.

1) Préface à une brochure de la section belge intitulée « La situation politique après les pleins pouvoirs », publiée dans « La Vérité », du 17 novembre 1933. Nous avons reproduit ce texte, avec l'autorisation des Editions de Minuit, bien qu'il figure dans « Le mouvement communiste en France », actuellement disponible, car il présente l'immense intérêt de proposer une analyse globale du mouvement de la classe ouvrière au lendemain de la défaite allemande, et que l'analyse ici esquissée soutendra l'orientation et même les « tournants » de la période ultérieure.

2) Allusion à la politique de la « troisième période » où les PC qua-

lifieraient la social-démocratie de « social-fascisme », expliquant qu'elle était entrée dans un processus irréversible de « fascisation ». Staline en personne avait le premier émis la théorie selon laquelle « social-démocratie » et « fascisme » étaient non des antipodes mais des « jumeaux ». L'une des conséquences d'une telle ligne était évidemment de rendre impossible tout front unique avec les partis social-démocrates.

3) Remarque capitale après la constatation que la victoire hitlérienne a restitué aux organisations réformistes un rôle beaucoup plus important. On peut penser que ce qu'on appellera le « tournant français » - l'entrée dans

les partis social-démocrates - est en germe dans ces analyses.

4) Emile Vandervelde (1866-1938), avocat, président de la IIe Internationale avant 1914, était devenu ministre dans un gouvernement d'union sacrée pendant la guerre. Au lendemain de cette dernière, il avait consacré ses efforts à une réconciliation avec les social-patriotes allemands pour la reconstitution de la IIe Internationale dont il était redevenu président en 1929. Par ailleurs il soutenait une politique de « paix » dont le contenu était évidemment le « statu quo » établi par Versailles.